ANARCHOSYNDICALISME !

2 EUROS / N°141 /// OCTOBRE - NOVEMBRE 2014 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086 ///

L'OUVRIER INVISIBLE



CNT AIT RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

ANARCHOSYNDICALISME !

/// Bien que nous ayons supprimé la page « Cénétistement vôtre », réduit la taille des caractères et parfois rogné certains textes, l'abondance des contributions reçues ne nous a pas permis de tout publier. Nous nous en excusons auprès de tous .

/// ERRATUM : A la suite d'une faute de frappe, la couverture de notre précédent numéro (été 2014) indiquait « numéro 110 » alors qu'il s'agissait du N°140.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE SUIVIE DE LA MENTION :

Anarchosyndicalisme ! n°141, cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEZ-VOUS !

Tarif normal : 10 €
Abonnement de soutien : 20 € ou plus
Chèques à l'ordre de :
CDES - CCP 3 087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES 7, rue St Rémésy, 31000 Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur !

POUR TOUT PROBLEME D'ABONNEMENT :
abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

Articles et infos en ligne :

http://
liste.cnt-ait.info (liste de diffusion)
cnt-ait.info (Paris-Nord, très complet)
cnt.ait.caen.free.fr (Ouest, avec forum)
cntaittoulouse.lautre.net (Sud, Midi-Pyrénées)
sia32.lautre.net (Gers, Midi-Pyrénées)
gasycntait89.over-blog.com (Est)
anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/ (Centre)

Quelques adresses utiles :

Paris-Nord : contact@cnt-ait.info
Lille : cnt.ait.lille@no-log.org
Caen : cnt.ait.caen@free.fr
Puy-de-Dôme : cntait63@gmail.com
Gers : sia32@no-log.org
Toulouse : contact@cntaittoulouse.lautre.net
Quercy :
cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org

ANARCHOSYNDICALISME ! Organe de l'Union régionale Midi-Pyrénées de la CNT-AIT - IMP SPE - 21 SEPT 2014
Directeur de la publication : Entremond

ENFIN UNE BONNE NOUVELLE :
LE TROU DE LA SECU N'EXISTE PAS

Officiellement en 2013, d'après le tout dernier rapport de la Cour des Comptes (17 sept. 2014), le « trou de la sécu » (régime général et fonds de solidarité vieillesse) a atteint 16 Md€. Ce même rapport affirme que *« Le montant* [de la fraude patronale] *largement sous-estimé, pourrait avoir atteint 20 à 25 Md€ en 2012 ».*

Si des 20 à 25 Md€ qui auraient dû entrer dans les caisses, on soustrait le « trou », soit 16 Md€, ça ne fait pas un déficit, ça fait même l'inverse : un surplus de 4 à 9 Md€. La Sécu n'est donc pas en *« déficit structurel »* comme le pouvoir le dit. Elle est victime d'une escroquerie permanente, en bande organisée, commise par le patronat. Ce n'est pas du tout la même chose. Ce n'est pas nous qui nous soignons trop, c'est eux qui nous volent !

Comme l'écrit Le Monde, *« Résoudre la fraude aux prélèvements permettrait donc de résorber immédiatement le déficit ».* Oui, mais cette conclusion évidente, il faut aller la chercher bien loin, en page 9, au détour d'un paragraphe. Voici bien de la discrétion ! D'autres médias n'ont même pas donné l'information ou l'ont passée dans le flot de commentaires. Les députés et sénateurs, si prompts à légiférer contre nos libertés, ne se précipitent pas non plus : aucune mesure spéciale d'urgence n'est en vue ! Même chose du côté des syndicats dits représentatifs : vous ne croyez pas que ça justifierait, pour le moins, une grande journée d'action en défense de la Sécu ? Quant au Front National, si proche du « peuple » à ce qu'il dit, nous ne l'avons pas entendu non plus faire du foin. Serait-il encore plus proche des patrons-escrocs ?

Tant d'indifférence de tous les « responsables » (politiques, médiatiques, syndicaux) démontre une chose : ils ont l'intention de continuer à faire peser l'effort sur nous et sur nous seuls, et pas du tout de s'en prendre au patronat avec la vigueur qu'une telle escroquerie justifierait.

En ces temps ou l'on a tant parlé de l'Ecosse, une chose est maintenant claire : chiffres à la main, le trou de la Sécu n'existe pas plus que le monstre du Loch Ness !

Réf. : https://www.ccomptes.fr/Actualites/A-la-une/La-securite-sociale
Le Monde cité est celui daté du 18 septembre 2014.



RENDRE INVISIBLES LES OUVRIERS,

REFLEXIONS AU SUJET D'UNE DISPARITION SEMANTIQUE

Certainement, un peu comme tout le monde, nous nous étions mis ce jour-là à évoquer la situation politico-sociale pour conclure la réunion hebdomadaire de notre anarchosyndicat. Au détour de la conversation émergea la remarque que, dans la plupart des analyses médiatiques et dans le discours politique, le terme « d'ouvrier » avait disparu. Cela nous sembla d'autant plus étrange que parmi les compagnons présents à la réunion, un bon nombre étaient des ouvriers *stricto sensu.*

Cette observation me laissa suffisamment dubitatif pour que le lendemain je me rende chez mon marchand de journaux préféré pour en évaluer la véracité. Et cela tombait bien, *« Le Monde Diplomatique »*, célèbre journal de l'intelligentsia de gauche, se fendait ce mois-ci en première page d'un dossier sous-titré *« La gauche ne peut pas mourir »*[*1]

LE MOT MANQUANT

Inutile de dire que si je n'avais pas été dans une démarche aussi précise, jamais je n'aurais eu l'idée de me procurer un périodique qui, en conclusion d'articles souvent intéressants, distille insidieusement une résignation chronique. Mais un dossier sur la gauche dans *Le Diplo* offrait quelque chose d'assez significatif concernant le sujet de ma préoccupation du moment, pour que je m'en inflige sa lecture crayon en main.

Ainsi fis-je, et sur l'ensemble des trois pages du dossier consacré à la gauche, pleine page (format A3), j'ai relevé :

- 13 fois le mot salarié,
- 2 fois celui de travailleurs,
- 1 fois d'employé,
- et même, pour être complet, en une circonstance, l'expression « internationalisme prolétarien ».

Quand à « ouvrier » le terme est totalement absent du dossier dont les articles sont, au demeurant, de bonne facture.

LE TROP DIT ET LE NON-DIT

On entend souvent que les mots qu'on utilise sont importants. Dans le cas présent, il s'agit de comprendre pourquoi les auteurs ont préféré recourir à l'usage répétitif du mot « salarié » en évitant soigneusement celui « d'ouvrier ».

Commençons par la remarque essentielle que dans le contexte d'un dossier sur « la gauche » dans *Le Diplo* il y avait au moins deux bonnes raisons pour que le terme « ouvrier » figure en bonne place.

- La première est évidente : l'histoire du monde ouvrier est inséparable de l'histoire de la gauche.
- La seconde, c'est que c'est que le monde ouvrier existe bel et bien, même s'il semble qu'on veuille l'enterrer[*2]. Il ne devrait échapper à personne que le nombre d'ouvriers en France, actuellement estimé à environ 6 millions, est plus de douze fois supérieur à celui des adhésions revendiquées par l'ensemble des partis de gauche.

Pour en revenir à l'Histoire, soulignons que, quand on parle de « mouvement ouvrier », de « conscience ouvrière », de « capacités des classes ouvrières », on parle d'une dynamique non seulement revendicative mais qui est capable de produire des perspectives d'un changement structurel de société.

On peut être très critique vis-à-vis des dérives ouvriéristes dans lesquelles un certain marxisme s'embourba désastreusement, et nous le sommes. Il n'en demeure pas moins que l'enjeu de ce qu'on dit ou qu'on ne dit pas en utilisant — ou pas — le mot « ouvrier » est celui de la structuration, voire de la manipulation des mentalités.

C'est d'autant plus vrai dans le domaine historique — et ce n'est pas *Le Diplo* qui me contredira sur ce point ! En effet, le hasard éditorial fait que dans ce même numéro, un article de Benoît Bréville[*3] dénonce avec raison que, dans cette matière, les manuels scolaires sont le reflet de la pensée dominante : Le choix de ce qui est raconté, de ce qui est dit, et surtout de ce qui ne l'est pas, est d'une importance capitale

Employer trop de fois le mot salarié et jamais celui d'ouvrier, cela a donc bien un sens.



ECRIRE N'EST PAS QUE DECRIRE

Dans une période où l'idéologie capitaliste est triomphante, jeter aux poubelles le poids historique de ce que fut le mouvement ouvrier, c'est faire un choix, ou du moins être influencé par ce que Bréville nomme les idées reçues, et reçues des vainqueurs. *« Ecrire n'est pas simplement que décrire »* affirme ainsi Bréville. Il a raison, écrire c'est inspirer. L'éclairage est indispensable, mais il arrive qu'il soit utilisé pour aveugler ; de même certaines visions peuvent donner le vertige, peuvent paralyser.

De nos jours le vocabulaire de la description médiatique et politicienne de la société est celui du catastrophisme. Ce qu'il inspire c'est la peur, la résignation et l'isolement. Rien d'étonnant dès lors que, dans ce registre de fin du monde, des singletons interchangeables — où le salarié trouve sa place de choix — forment des couples d'impuissants, tels le salarié/électeur ou le citoyen/chômeur. Ils sont ainsi mentalement condamnés à subir le capitalisme.

Si 6 millions de personnes, au bas mot, indispensables au fonctionne-

ment de cette société, ont été plus ou moins consciemment rayées du vocabulaire médiatique, c'est que pour le système il existe un péril à ce qu'ils puissent s'identifier en tant que tels. Pour bien saisir les ressorts de cette crainte, je n'ai qu'à ouvrir ce même *Diplo* à la page 11, sur un article intitulé *« En Chine colère cherche syndicats »**4. Ici (c'est-à dire pour la Chine), le terme « ouvrier » est employé à plusieurs reprises. Les ouvriers chinois, nous indique cet article, mènent des grèves très combatives et des patrons chinois désemparés cherchent en vain des syndicats — sur le modèle de ceux de la vieille Europe (ça, c'est moi qui l'ajoute) — pour transformer ces ouvriers insoumis en dociles salariés.

L'IDENTITE OUVRIERE FAIT PEUR AU CAPITALISME

La raison en est que, malgré tout ce qu'on a voulu nous faire croire, le terme « ouvrier » n'a pas simplement un contenu comptable, économique ou sociologique. Il a une signification historique et psychologique qui permet la structuration d'une culture de lutte collective et offre par conséquent le levier d'une action puissante. Là où le mot « salarié » n'évoque que le rapport de production autour d'une variable d'ajustement, celui « d'ouvrier » ajoute le poids de l'histoire. Cette puissance évocatrice du passé est liée au fait que, comme aujourd'hui en Chine, le mouvement ouvrier a porté des coups terribles à celui du capital. Dès lors il transcende bien sûr toutes les identités construites par le système, qu'elles soient nationalistes ou religieuses, et il est en mesure d'associer en son sein tous les travailleurs qui, victimes de la passion destructrice du capitalisme, ont par leur métiers, les capacités de reconstruire une autre société.

_1.- *« La gauche ne peut pas mourir »*, F. Lordon, pages 1, 18 et 19 _2.- Voir par exemple *Anachosyndicalisme !* n°127 (janvier 2012) *« Sociologie pour le combat, sociologie du combat »* _3.- *« Pour remettre l'histoire à l'endroit »*, B. Bréville, pages 4 & 5 _4.- *« En Chine colère cherche syndicats »,* Han Donfang, p. 11.



Petit Personnel Universitaire
NON A LA DOUBLE PEINE

Dans les facs, il y a les enseignants, les cadres administratifs et puis, il y a les autres, ceux qu'on appelle le *« petit personnel »*, les *« sans dents »*, un Tiers-Etat fait de *« petites »* secrétaires (on est toujours *« petit »* quand on est au bas de l'échelle administrative), d'employés de bibliothèque, d'ouvriers de maintenance… en sous-effectif permanent, avec des procédures de travail souvent inadaptées, ces personnels finissent par s'épuiser. Certains en tombent malades. On le leur reproche. Des universités cherchent à contourner la législation sur les congés de maladie. A l'Université ex-Toulouse-Le-Mirail, dernièrement rebaptisée *« Jean Jaurès »* des mesures sournoises visent ce *« petit personnel »* en remettant en cause l'équilibre antérieur (accords locaux dits Pech). De quoi faire se retourner ce pauvre Jean Jaurès dans sa tombe ! Voici ce qu'en pensent les principaux concernés :

L'université dans l'illégalité ?

Les dirigeants de la faculté nous disent vouloir se mettre en conformité avec les textes officiels. L'université serait donc dans l'illégalité ? Allons donc, les accords passés, dits *« Accords Pech »* n'ont rien de hors-la-loi, puisque les services de l'Etat les ont paraphés ! Par contre, pour ce qui concerne la journée de congé obligatoire le lundi de Pentecôte…

De toutes façons, les textes officiels sont aujourd'hui ce qu'ils n'étaient pas hier et ce qu'ils ne seront pas demain. Ils sont le simple reflet de notre société.

Non à la double peine – n'ajoutons pas de l'aigreur à la souffrance

L'université veut faire payer une double peine aux collègues malades. Au lieu de les soutenir et de les encourager dans la lutte contre la maladie, elle veut leur retirer des congés.

Il n'y a pas de maladie abusive – Il n'y a que des problèmes graves qui restent sans solution. Les maladies que les employeurs osent qualifier de diplomatiques apparaissent quand les conditions de travail deviennent insoutenables et que la direction tarde trop à trouver une réponse adéquate. Ce type de maladie est avant tout un appel au secours que l'administration refuse d'entendre.

Les commissions paritaires sont un leurre pour les employés

Le silence des syndicats dits représentatifs suite à la note DRH-DPBIATSS du 29 août 2014, applicable au 1er septembre, montre qu'ils sont en fait d'accord avec cette note. Ils viennent de démontrer (une fois de plus !) qu'ils ne remplissent pas du tout un rôle de défense des employés mais qu'ils sont du côté de la direction lorsqu'elle prend des mesures iniques. Ce qu'ils nous présentent comme étant de la *« démocratie »* n'est qu'un jeu dans lequel direction et syndicats représentatifs se répartissent les rôles pour nous duper. Nous sommes toujours les grands perdants de ces jeux. Chacun remarquera qu'à ce jour aucun compte rendu de ces réunions paritaires n'a été porté à notre connaissance. On les comprend : les uns et les autres nous jugent et, ceux qui se proclament nos défenseurs, se gardent bien de le faire.

Les syndicats réformistes ne sont pas un outil de défense

Ils sont un outil de résignation et de défaitisme. Ils sont un rouage de plus de l'institution qui, partout et toujours, attaque les travailleurs au profit de la finance et des nantis.

Les syndicats réformistes ne nous défendent pas. Ils défendent leurs seuls privilèges. *« Après nous le déluge »* est leur devise. C'est pourquoi lors des prochaines élections syndicales nous serons encore plus nombreux à nous abstenir cette fois que par le passé.

Ils se sont bien moqués de nous, boycott des élections professionnelles !

CNT-AIT 

BATIMENT - CAMPAGNE D'ACTION

« NI PIRL, NI GAZELLE »

Quand la sécurité sur le chantier vire au cauchemar quotidien… c'est l'histoire des PIRL (Plate-formes individuelles roulantes [dites] légères), également appelées « Gazelles », du nom d'un de leur fabriquant.

Sur les chantiers, du moins dès qu'ils sont assez conséquents (style construction de bâtiments), les PIRL sont obligatoires pour réaliser les travaux en hauteur. Elles remplacent les bon vieux escabeaux. L'idée peut paraître louable à première vue : elle est de minimiser les risques de chute et d'éviter ainsi un certain nombre d'accidents relativement fréquents lors des travaux en hauteur. C'est vrai qu'utilisées comme indiqué sur la notice, ces échelles d'un autre type of-frent une plus grande stabilité. Mais elles ont un problème majeur : de « légères », elles n'ont que le nom ! Elles sont au contraire horriblement lourdes et encombrantes. Dans la réalité d'un chantier, surtout pour des métiers qui imposent qu'on se déplace constamment pour des travaux en hauteur (électricité…), il est impossible de les utiliser selon les normes. A la limite, elles seraient adaptées à une surface plane, propre, sans obstacle d'aucune sorte et si on travaillait à une hauteur constante sans avoir besoin de se déplacer régulièrement… Un type de chantier qui existe peut-être dans le monde de Walt Disney mais certainement pas dans la réalité !

Car, un chantier du bâtiment ce sont des surfaces inachevées (et donc pas lisses), des matériaux entassés en attente d'être posés, des tas de déchets pas encore évacués, des cloisons, des étages, des hauteurs variables… et des gars qui galopent car il faut travailler vite, vite, toujours plus vite. En pratique, sur les chantiers, les PIRL sont impossibles à manœuvrer. Lors de leur transport, on percute inévitablement les éléments les plus divers : encadrements de portes, échafaudages, cartons… *« Et encore je ne vous parle pas du malheur qui vous attend si vous avez un escalier à monter (ou descendre) »* nous explique Tom, un de nos compagnons, électricien.

Au total, entre leur poids et les chocs multiples que leurs porteurs encaissent, les PIRL cassent les dos et provoquent l'épuisement. Le constat est simple : les PIRL sont peut-être utilisables, mais pas sur un chantier !

TRAVAILLER AVEC UNE PIRL, C'EST COMME OPERER AVEC DES GANTS DE BOXE

Pour faire une comparaison c'est comme si, pour des raisons de sécurité, on demandait à un chirurgien d'opérer avec des gants de boxe ! Pour sûr, il ne risquerait plus de se tailler avec un scalpel, mais pour la qualité de l'opération, chacun appréciera..



Laissons poursuivre Tom : *« Ça fait plus de 10 ans que je fais ce métier. Lors de l'arrivée des PIRL, avec tous les autres, on a un peu « feinté », espérant que la mode passerait. Ça n'a pas été le cas, et aujour-d'hui, on est tellement surveillés qu'on est obligés de traîner notre Gazelle toute la journée derrière nous. Je vous assure, entre le poids et les efforts nécessaires pour la déplacer, c'est vraiment crevant.*

Le travail que nous faisons est d'ordinaire déjà pénible, sale et à risque, mais là, on dépasse tout ! Le mot « chagrin » est celui qui me vient à la bouche pour dire ce que je ressens. Pour dire vrai, à titre personnel, en plus de la pénibilité ajoutée, j'ai failli avoir plus d'accidents avec ce type d'équipement qu'avec des échelles classiques. Cela pour plusieurs raisons. D'abord, pour manœuvrer une Gazelle, nous devons, comme pour un escabeau classique, la plier. Or du fait de son poids et de ses nombreux mécanismes cela devient une action à haut risque. Je ne compte plus les fois où j'ai eu les mains coincées entre les barreaux, sans parler de celles où, en la tenant à bouts de bras par l'un de ces éléments, je l'ai vue se plier et manquer de peu de me tomber dessus. La « bête » peut quand même mesurer plus de 4 mètres de haut et peser plus de 30 kg, autrement dit... ça peut faire mal ! Ensuite, comme il est impossible d'utiliser les PIRL en suivant les instructions du manuel (ne serait-ce que parce que les sols ne sont pas plats et qu'ils sont encombrés) ont est obligé de réaliser souvent des manœuvres acrobatiques pour travailler. Et si de telles positions ne posent aucun problème aux « enfants de la balle », pour les autres en revanche cela peut se révéler assez périlleux... Et ça c'est un problème de plus, et pas le moindre, car en cas d'accident, il sera mentionné sur le procès verbal que l'usage de la PIRL n'était pas conforme. Les patrons se dédouanent ainsi de toute responsabilité, et c'est l'ouvrier qui se trouve doublement victime ».

STOP AUX INJONCTIONS PARADOXALES

En fait, pour déplacer les PIRL dans de bonnes conditions, il faudrait être plusieurs. C'est ce que préconisent les « cols blancs »… tout en oubliant de mettre les moyens nécessaires. Car depuis que sur les chantiers, on est passé des simples escabeaux (peu lourds et faciles à manœuvrer) aux PIRL, il n'y a pas eu d'augmentation des effectifs, pas d'embauche de « transporteurs de plateformes », tout au contraire !

Or, dans le bâtiment, si on n'est pas à la chaîne comme dans les usines d'assemblage, on est tout autant sous pression, avec des cadences imposées et une

obligation de résultat. Voici ce qu'en dit Sofiane : *« On est déjà à la « bourre » tout le temps, et les PIRL nous « mettent dedans » encore plus, même en les traînant tout seul. Si en plus il faut qu'une deuxième personne soit présente en permanence pour aider à transporter, on est cuit. On construit des bâtiments immenses, avec des couloirs de plusieurs centaines de mètres parfois. Imaginez si, pour déplacer ma PIRL de quelques mètres (c'est souvent le cas : on la déplace constamment de trois, quatre ou cinq mètres), comme le téléphone ne passe pas toujours (à cause de ferraille, du béton) je dois aller chercher mon collègue qui travaille ailleurs (parfois un étage dessous ou dessus) revenir avec lui, déplacer la gazelle, et puis le laisser repartir... Pour une opération qui durait 20 secondes avec un escabeau normal, on passe ici, cumulé à deux, plus d'une quart d'heure. Et puis 5 minutes après, c'est mon collègue qui viendrait me trouver pour l'aider à déplacer sa PIRL !!! A la fin de la journée, on n'aura plus fait que ça. »*

Etre obligé d'utiliser un matériel qui est inutilisable en pratique… en psychologie on appelle ça une injonction paradoxale. A un moment où dans les « hautes sphères » on fait des conférences sur les « risques psychosociaux », rappelons à tous qu'une « injonction paradoxale » (c'est-à-dire l'obligation de faire deux choses contradictoires en même temps), c'est une façon scientifiquement reconnue de rendre fou quelqu'un !

De plus, la question des accidents du travail, soulevée plus haut est fondamentale. Dans un milieu professionnel où ils sont fréquents, l'obligation des PIRL est avant tout une façon pour les patrons de se couvrir et de faire porter la responsabilité sur le travailleur *« qui n'aura pas correctement appliqué des consignes »*… inapplicables.

QUE FAIRE ?

Ce qui est sûr, c'est que sur les chantiers *« il y a quasiment unanimité sur le fait que les PIRL nous pourrissent la vie »*. Si donc les ouvriers ont conscience de l'aggravation de leurs conditions de travail, reste maintenant à ce qu'ils prennent conscience que la résignation doit faire place à la lutte.

Plusieurs revendications peuvent être avancées. La première serait la réduction des cadences. Ce serait un mirage. Les patrons diront peut être oui dans un premier temps, mais ils feront remonter progressivement la pression, et les cadences reviendront à ce qu'elles étaient. Autre possibilité, on peut revenir aux escabeaux « à l'ancienne » qui, quand ils sont de qualité et correctement entretenus, sont eux aussi très stables. Ou, si l'on veut profiter de la technologie PIRL (et pourquoi pas !), il faut exiger qu'elles soient fabriquées avec des matériaux plus légers. Il existe des alliages très solides et extrêmement légers, utilisés dans l'aérospatiale. Ils sont peut-être plus coûteux, mais la sécurité n'a pas de prix. A moins que les gens qui nous imposent les PIRL osent affirmer publiquement que la vie d'un ouvrier du bâtiment vaut moins que celle d'un pilote. Enfin, si les patrons ne veulent pas mettre le prix dans des PIRL utilisables, nous pouvons exiger l'application du principe *« A chaque PIRL son porteur »*, c'est-à-dire l'embauche d'un deuxième ouvrier par PIRL pour faciliter le transport. Dans l'attente, il faut exiger une prime de pénibilité, une compensation financière conséquente qui pousse le patron à rechercher une véritable solution.

Pour cela, le collectif **« Ni pirl, ni gazelle »** vient d'être créé par des travailleurs du bâtiment. Consultez son compte facebook (sous le même nom : **nipirlnigazelle**). Vous y trouverez plus de détails. N'hésitez pas à y apporter votre soutien.

TRAVAIL DISSIMULE

Ce mois d'octobre Bouygues (sa branche « bétonneur » en tout cas) ainsi que d'autres entreprises moins « célèbres », en l'occurrence Atlanco, Elco et Welbond, passeront à partir du 21 devant le tribunal correctionnel de Cherbourg pour une affaire qui illustre à la fois la façon dont les grandes entreprises considèrent le personnel qu'elles emploient et celle dont elles assurent la sécurité de ce qu'elles construisent. Notre fleuron national des travaux publics est poursuivis pour travail dissimulé sur le chantier du dernier temple du nucléaire.

EDF et l'État français avaient voulu faire de la construction de ce *« Réacteur à Eau Pressurisée »* (EPR), la vitrine du renouveau nucléaire en France (qui pourtant semble être déjà en surcapacité).

LA SCÈNE : LE CHANTIER DE CONSTRUCTION DU RÉACTEUR EPR À FLAMANVILLE

Débutés en 2007, les travaux sont suspendus dès mai 2008 car, selon l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) — que nous n'avons aucune peine à croire sur ce point — « des fissures » sont apparues « à la coulée d'un bloc de béton composant la plate-forme (le radier) de l'îlot nucléaire de l'EPR » ! De quoi faire douter de la sécurité de l'ensemble, mais ce n'est pas ça qui arrête des nucléocrates ! Le chantier se poursuit donc, tout en ne cessant point d'accumuler les retards.

Prévue pour 2012, la mise en service a été repoussée à 2016. La dernière suspension du chantier date de décembre 2013 : selon Médiapart, *« L'autorité de sûreté nucléaire a découvert de graves dysfonctionnements sur une machine au sein du bâtiment du futur réacteur nucléaire. Sommée de réagir, EDF a fait la sourde oreille. Jusqu'à ce que le ministère du Travail lui ordonne d'agir en toute urgence le 13 décembre »*.

Le chantier a connu plusieurs accidents du travail dont le décès d'un ouvrier, ce qui a valu à Bouygues une amende de 75 000 euros pour homicide involontaire, une somme ridicule par rapport au chiffre d'affaires du chantier (d'autant plus qu'elle sera largement remboursée par les surcoûts) et qui n'a de ce fait rien de dissuasif.*[1]

La catastrophe nucléaire de Fukushima n'a pas remis en cause la construction du réacteur de 3e génération. Pourtant, contrairement à la cata-

strophe de Tchernobyl, les chantres du nucléaire ne pouvaient plus la mettre sur le dos d'un manque de maîtrise technologique des Soviétiques ; le Japon étant ce pays dont on nous a chanté les hautes qualités organisationnelles (quasi-militaires) et techniques, un pays qui a retrouvé la « prospérité » par l'accès aux technologies de pointe !

Pour couronner le tout (et on appréciera l'information à sa juste valeur, en ces temps où l'on nous rebat les ouïes à satiété avec la « dette ») le surcoût du chantier serait de plus de 5 milliards d'euros. Le coût de l'EPR, initialement estimé à 3,4 milliards d'euros à été en effet réévalué en décembre 2012 à 8,5 milliards ! Et ce n'est pas fini. D'autres défauts, d'autres retards viendront probablement alourdir cette note déjà extravagante.

Résumons : une technologie à haut risque, qui n'est pas aussi bien maîtrisée qu'on voudrait nous le faire croire (et de loin), un chantier qui tue et dont le coût s'envole… et tout cela pour un réacteur EPR *«... conçu au début des années 90, […] qui est déjà un vieux réacteur, archaïque avant même d'entrer en service. »**2, ce qui explique les difficultés rencontrées par Areva et EDF pour le vendre dans le monde.

L'ardoise est déjà lourde, les casseroles que traîne le chantier sont fort nombreuses, mais il est temps de parler d'une dernière qui a fait dire à un inspecteur de l'ASN que Flamanville était devenu rien de moins que le *« laboratoire européen du travail illégal »* !

ENTRÉE EN SCÈNE DU SIEUR BOUYGUES, LE CONSTRUCTEUR, ACCOMPAGNÉ DE SES ACOLYTES LES CI-DEVANT ATLENCO ET ELCO

Il est vrai que le groupe Bouygues en bon pragmatique de l'économie dite de « marché » ne s'embarrasse que très rarement de morale comme en témoigne son idylle avec les 2 présidents-dictateurs successifs du Turkménistan*3 où règne le népotisme et la corruption la plus éhontée. Un amour bien sûr conditionné par l'argent qui coule à flot pour Bouygues, chargé de répondre à la demande insatiable de chantiers de l'Etat mégalomaniaque turkmène qui réclamerait un million de mètres cube de marbre par an ! Des faits qui contredisent les affirmations des néo-libéraux qui voient dans les Etats un frein à l'enrichissement des entreprises (en fait de leurs dirigeants et des actionnaires). On a là tout simplement un bon exemple du contraire, avec des gouvernants « redistribuant » les richesses d'abord dans leurs propres poches puis dans celles de leurs amis « entrepreneurs » tout en leur garantissant l'accès à une main d'œuvre au moindre coût : leurs citoyens.



A Flamanville aussi les euros coulent à flots par milliards. Oui mais contrairement au paradis turkmène, en France, les ouvriers coûtent, paraît-il, beaucoup trop cher. Pour ces messieurs, réclamer le Smic, en effet, c'est déjà des prétentions insupportables !

ET ENTRE MAINTENANT LE CHŒUR DES ESCLAVES

Dans l'industrie (qu'elle soit agroalimentaire, textile, sidérurgique…), la « solution » patronale pour de tels cas est simple : on délocalise et on va surexploiter des ouvriers ailleurs. Mais, hélas pour nos bâtisseurs, on ne peut délocaliser la Normandie ! Alors si Bouygues ne vient pas à toi, tu viendras à Bouygues, toi le travailleur low cost… ou plutôt, on te fera venir, plus ou moins légalement. On ira te chercher dans l'est de l'Europe (ou ailleurs) en utilisant le miroir aux alouettes (une meilleure rémunération supposée par rapport à celle pratiquée dans ton pays).

Une fois loin de chez eux, ces travailleurs sont souvent plus aisés à escroquer par des entreprises peu scrupuleuses.

Depuis 1996, une directive européenne *« permet aux entreprises étrangères d'envoyer temporairement leurs salariés dans un autre État membre »*. Le salaire en théorie et les congés annuels doivent être au minimum ceux du pays d'accueil, tandis que les cotisations sociales sont régies par le droit du pays d'origine. Même si réglementairement cette possibilité est réservée au *« besoin de travailleurs spécialisés en vue d'effectuer une tâche de nature complexe dans un autre État membre confronté à un manque de main d'œuvre dans ce domaine précis »*, les entreprises du BTP, les agences d'Interim mais aussi de plus en plus d'entreprises agricoles ne se gênent pas pour oublier ce « détail » de la directive et faire venir des travailleurs de fort loin alors qu'il n'y a aucun manque de main d'œuvre dans le *« domaine précis »*. Ce dumping social leur permet de tirer encore plus de profit de

ces travailleurs qui relèvent de pays dans lesquels les charges sociales sont basses, (tout comme la couverture sociale qui en découle).

Mais cela n'est qu'économie de bouts de chandelle pour nos rois du bâtiment, car, d'après eux, payer des ouvriers au Smic même avec des charges moindres, c'est encore beaucoup trop ! D'où une idée de génie : défalquer de leur maigre salaire les frais de transport et de logement ! Ainsi, les ouvriers roumains embauchés via Elco touchaient bien moins que le salaire minimum, ne recevaient dans leur majorité aucune fiche de salaire, ne bénéficiaient pas des congés payés mais au contraire devaient rattraper le samedi les jours fériés non travaillés ! Le second larron de Bouygues, la société d'intérim basée en Irlande, Atlanco, poussa le vice jusqu'à faire prendre en charge par les salariés détachés, qu'ils mettaient à la disposition du chantier, les frais d'accident du travail, accidents qui d'ailleurs n'étaient jamais déclarés !

Citons à ce propos P. Pascariello (Médiapart) : *« Certains accidents n'étaient pas bénins. M. F., intérimaire, est grièvement blessé en janvier 2012. Ses chefs lui demandent d'attendre la fin de sa journée de travail pour quitter, en toute discrétion, le chantier et rejoindre son logement par ses propres moyens. Il devra faire appel à sa compagne pour le récupérer et l'accompagner aux urgences. Il restera immobilisé plus de trois mois, pour une double fracture. Ceux plus lourdement touchés, et dans l'incapacité de reprendre le travail, sont priés de regagner leur pays. »*[*4].

Bien sûr Bouygues et ses acolytes avaient, grâce à un montage juridique complexe (le droit est toujours celui du plus fort), mis en place un écran de fumée pour couvrir leur système d'exploitation de main d'œuvre à moindre coût disponible à tout moment en fonction des besoins. L'objectif de ce dispositif juridique était principalement de diluer la responsabilité de Bouygues par la création d'une entité : le groupement Flamanville Armatures, dirigé par une petite entreprise locale, Welbond. C'est cette entité qui est chargée de se salir les mains avec Elco et Atlanco, les recruteurs de travailleurs détachés.

Comme les boulons, le stock des travailleurs est géré à flux tendu. Selon l'Office central de lutte contre le travail illégal *« l'économie réalisée par l'obtention d'une main-d'œuvre soumise et particulièrement flexible a constitué à l'évidence une économie liée au non-paiement de certaines contributions et charges »*.

En 2013, le gouvernement français est parti en guerre — du moins, c'est ce qu'il a annoncé — contre la directive européenne de 1996 sans obtenir grand-chose d'ailleurs. D'autant plus que les exploiteurs de toutes sortes n'ont pas besoin de cette directive pour couvrir le dumping social. Au travers de sociétés écrans, ou de sous-traitants créés pour servir d'écran de fumée, ils n'ont aucun mal à faire venir pour mieux les gruger, des travailleurs low cost de pays membres ou non de l'UE, même si la combine ne marche pas toujours.

Ainsi la société italo-indienne AVCO (en 2003) fit venir pour le compte de la construction navale de Saint-Nazaire, 250 tuyauteurs, soudeurs et électriciens (donc de la main d'œuvre qualifiée) originaires principalement de Bombay pour monter les gaines de ventilation et de climatisation du plus grand paquebot du monde, le Queen Mary II.

Officiellement embauchés sur le sol français pour un salaire de 1 053 euros, les ouvriers indiens virent leur salaire réellement versé fondre comme neige au soleil : 25 euros par mois en moyenne ! A ce stade, il n'y a pas que les ouvriers qui deviennent transparents, leurs salaires aussi ! Pour passer de 1 053 à 25 euros, le gentil employeur ponctionnait d'autorité les frais d'hébergement et de repas,… Mais contrairement à ce qu'il escomptait, bien que loin de chez eux, les ouvriers indiens ne se sont pas montrés dociles et se sont mis en grève en mars 2003 pour réclamer le salaire promis[*5].

DÉNOUEMENT (POSSIBLE, ÇA NE TIENS QU'À NOUS) : PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS !

Face au dumping social, il ne faut pas se tromper d'ennemis. Les nationalistes et identitaires de tous poils pointent le travailleur dit « étranger » comme le responsable du dumping social, alors qu'il en est une des principales victimes. L'antagonisme travailleurs français / travailleurs étrangers qu'ils propagent ainsi ne profite qu'aux véritables coupables : les patrons qui ont mis en place ce système pour gagner toujours plus.

Au XIXe siècle pour lutter contre le dumping social, des ouvriers anglais lancèrent l'idée de créer une Internationale des travailleurs : l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) vit ainsi le jour. Lors de sa fondation, à Londres en 1864, George Odger, un leader des puissantes trade-union anglaises (qui sombreront peu de temps après dans le réformisme), affirmait ainsi dans une « *Adresse* » que *« La fraternité entre les peuples est extrêmement nécessaire pour les intérêts des ouvriers »*, qu'il fallait *« (….) empêcher les maîtres de nous mettre en concurrence (...) » avec l'espoir qu'un « jour […] les travailleurs de tous les pays s'uniraient et [que …] guerre et oppression seraient bannies... »*.

Il s'agissait de substituer l'entraide à l'affrontement fratricide en opposant une force organisée aux patrons qui, avec l'aide de politicards, cherchent à nous diviser. Lors de la grève des vanniers de Londres, l'AIT pu intervenir : les ouvriers belges que les patrons anglais avaient fait venir pour briser la grève préférèrent retourner en Belgique, et *« il fut impossible après cela aux patrons de se procurer d'autres ouvriers »*. Les ouvriers indiens n'avaient certainement pas connaissance de cette lutte ni de la fameuse *Adresse* de l'AIT, mais ils l'ont spontanément retrouvée, montrant ainsi que, face au dumping social, arme du patronat qui met en concurrence les travailleurs pour maintenir les bas salaires et briser les grèves, la lutte sociale reste le meilleur outil, surtout si nous arrivons a créer dans les faits des mouvements de solidarité entre les travailleurs de tous les pays !

_1.- (http://www.lemoniteur.fr/693-emploi-formation/article/actualite/24075962- proces-flamanville-bouygues-condamne-pour-homicide-involontaire). _2.- Collectif stop E PR) _3.- http://www.lemonde.fr/documents-wikileaks/article/2010/12/12/wikileaks-le-paradis-turkmene-de-bouygues_1452460_1446239.html) _4.- « Le groupe Bouygues sera jugé pour travail illégal », Médiapart, 08 juillet 2014, Par Pascale Pascariello. _5.- http://1libertaire.free.fr/StNazaireNicolas.html).

Travailleurs sociaux, en lutte une fois de plus...

Après la réquisition d'un bâtiment pour loger des grands précaires il y a quelques années, ou cette bataille collective menée par les éducateurs sociaux et la CREA (qui a abouti à conserver un lieu pérenne pour les sans abris, rue Goudouli, à Toulouse), le combat pour la quête de nouveaux bâtiments se poursuit, avec ses victoires et ses défaites. En cette période où tant de gens baissent les bras, ces travailleurs sociaux ont au moins le mérite d'essayer et la satisfaction de connaître quelques belles réussites.

L'an dernier, ce sont les éducateurs sociaux en formation, qui ayant besoin de stages pour valider leurs formations, et également de rémunérations pour simplement vivre correctement, ont mené une lutte collectiveLes différents interlocuteurs étatiques interpellés pour répondre à leurs revendications n'on fait que se passer la balle d'un service à un autre car ils n'avaient aucune volonté d'y répondre. Avec la fin de l'année scolaire, le conflit s'est tassé, mais le flambeau de la lutte pourrait passer dans d'autre mains car pour les stagiaires de « 1re année », ça va être désormais très dur.

Aujourd'hui, toujours côté travail social, c'est une lutte exemplaire qui est menée pour que des jeunes en situation extrêmement difficile ne se retrouvent pas à la rue à la suite d'une décision brutale et totalement antisociale du Conseil général 31. Il faut savoir que les enfants arrivant en France sans famille, en situation d'isolement total (qu'ils soient réfugiés politiques ou économiques) sont pris en charge par l'action sociale. Après leur 18 ans, ils pouvaient (en Haute-Garonne et dans de nombreux départements) continuer à être socialement accompagnés jusqu'à 21 ans, le temps d'une formation professionnelle par exemple. Le CG31 vient de mettre fin à cette mesure, en dépit des textes qui régissent l'aide sociale à l'enfance*[1]. Voici ce qu'en pensent les travailleurs sociaux en lutte : *« Le CG31 met en avant les contraintes budgétaires. Nous nous élevons contre les mesures d'austérité qui font payer aux plus faibles la crise et la politique gouvernementale. Des éducateurs sont depuis le lundi 9 septembre en train de camper devant le Conseil général de Toulouse (« Occupy CG ») avec la ferme intention de faire reculer les décisions de quelques élus et d'affirmer par là-même qu'ils ne resteront pas sans rien faire devant tant d'injustice. »*. Le mercredi qui suit, le président du CG31 commence à reculer et propose que ces jeunes majeurs totalement démunis soient logés dans des hôtels ou des foyers de jeunes travailleurs et bénéficient d'une allocation. Les éducateurs sociaux en lutte qui travaillent au quotidien avec ces jeunes-là, trouvent ces mesures inadaptées. Le jeudi, c'est la fermeture du CG31, décidée par son président, Pierre IZARD, qui a eu peur de l'intrusion des manifestants. Le CG ne rouvrira ses portes que le lundi suivant. Le mercredi 17 septembre devrait être déclaré journée syndicale de l'humour noir : il y a bien une réunion de l'intersyndicale du CG31, mais c'est pas du tout pour décider de participer à cette lutte, c'est pour savoir si nos chers syndicats participeront ou pas à une réunion proposée par la direction, qui déclare en même temps qu'elle n'a pas l'intention de répondre aux revendications des travailleurs sociaux.

Quant à ceux qui luttent vraiment au lieu de bavasser dans les luxueuses salles de réunion du CG31, ils campent sur leurs positions et ils campent aussi, au sens propre du terme, devant le Conseil général, 24 heures sur 24. Au moment où nous mettons sous presse, la lutte continue. Chacun est invité à venir se joindre, ne serait-ce qu'un moment, au piquet de protestation devant l'entrée du Conseil général.

_1- *« Le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé du département chargé des missions suivantes : 1° Apporter un soutien matériel, éducatif et psychologique tant aux mineurs et à leur famille ou tout détenteur de l'autorité parentale, confrontés à des difficultés risquant de mettre en danger la santé, la sécurité, la moralité de ces mineurs ou de compromettre gravement leur éducation ou leur développement physique, affectif, intellectuel et social, qu'aux mineurs émancipés et majeurs de moins de vingt et un ans confrontés à des difficultés familiales, sociales et éducatives susceptibles de compromettre gravement leur équilibre ; (…) »* Code de l'action sociale, article L221-1.

François Hollande a bien raison

François Hollande a bien raison : oui, nous sommes des sans-dents. Pas seulement parce que beaucoup d'entre nous n'ont pas les moyens de s'offrir des soins dentaires et que les plus pauvres se retrouvent avec des chicots et finalement sans aucune dent. Bien sûr, sur ce point, Hollande a raison. Mais, ça c'est un constat facile ; même Marine peut le faire.

Non, là ou François montre sa finesse d'analyse, c'est au plan figuré, au plan symbolique : la classe ouvrière n'a plus de dents. Elle ne peut plus mordre. Les profiteurs n'ont plus à la craindre. Et ça, c'est une vérité profonde.

Que quelques militants se soient fait arracher les dents par le Pouvoir, on le sait. Que d'autres les aient eu limées par l'usure, du fait de leur longue résistance, on en connaît aussi. Mais le plus triste, c'est que la majorité des travailleurs les a volontairement remisées, en se soumettant aux partis politiques, aux syndicats; aux autorités.

Or, les dents sociales, c'est comme la liberté : elles s'usent dès que l'on ne s'en sert pas. Et maintenant, nous sommes sans-dents. Mais les dents sociales, ça repousse. Il faut tout d'abord se remettre à mordiller. Après, on peut croquer, franchement.

TESTET, SUITE MAIS PAS FIN

Chaque jour, en France, 236 hectares d'espace agricole ou naturel sont perdus au profit d'espaces « artificialisés » : logements (individuels ou collectifs), infrastructures routières, ferroviaires ou autres, commerces, parkings etc., etc. Chaque année, 86 000 hectares sont bétonnés ; tous les 7 ans, c'est la superficie d'un département qui disparaît et le processus s'amplifie (entre 1992 et 2003, la progression n'était que de 61 000 hectares par an)*1. Devant l'ampleur de ce phénomène, de plus en plus d'oppositions apparaissent. La plus médiatique est la lutte menée contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ; mais on pourrait citer de multiples luttes contre la construction d'autoroutes, de ligne TGV ou l'implantation de carrières etc.

La lutte pour la préservation de la zone humide du Testet (à coté de Gaillac dans le Tarn) dont nous vous avons entretenus dans deux numéros précédents d'Anarchosyndicalisme !, s'inscrit dans ce cadre. Sur un terrain d'une quarantaine d'hectares, partagé entre une zone humide protégée, des prés et des bois, le Conseil Général du Tarn veut construire un lac d'un million cinq cent mille mètre cubes pour d'une part assurer l'irrigation de champs de maïs (une vingtaine d'agriculteurs seraient concernés) et d'autre part, soutenir l'étiage du Tescou. Ces raisons, tant économiques « qu'écologiques », ne sont pas crédibles. En fait, les travaux ont surtout pour but de soutenir le plan de charge de l'entreprise à qui incombera la construction du barrage, la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (des élus Tarnais siègent à son conseil d'administration, ça ne sent pas le conflit d'intérêt, non ?). En ces temps ou le régionalisme est à la mode, ou des sirènes grassement subventionnées par les conseils régionaux et généraux (et celui du Tarn, qui affiche une occitanéité agressive n'est pas le dernier*2) nous chantent les mérites des futurs Etats-régions qu'elles sont payées pour populariser (Catalogne, Bretagne, Occitanie…), on remarquera que les élus locaux (c'est-à-dire les futurs présidents et ministres de ces nouveaux Etats, s'ils voyaient le jour) se comportent exactement comme les dirigeants de l'Etat central : même morgue envers le peuple, même dédain de l'écologie, même goût du profit, même recours à la force,... si ce n'est pire : eux n'ont même pas le prétexte de ne pas bien connaître le sujet. En effet, si un « parisien » peut le méconnaître, aucun élu du Tarn ne peut ignorer l'intérêt écologique majeur du Tescou et sa zone humide !

Voici un point de la situation.

Ce 1er septembre, les travaux de déboisement ont commencé. Carcenac, président du Conseil général du Tarn et candidat socialiste aux sénatoriales, faisant fi des recours en justice non prononcés, a décidé de passer en force. Normal, la collusion de l'argent et du pouvoir, cela donne de la motivation. N'oublions pas que la CACG (Compagnie d'aménagement des côteaux de Gascogne) a été mandatée pour réaliser l'étude préalable, puis le chantier. Peut- être même qu'elle vendra aux industriels de l'agroalimentaire — les entrepreneurs agricoles de la FNSEA — le matériel d'irrigation pour irriguer leurs plantations de maïs transgénique.

Sur le terrain, les zadistes, habitants locaux, opposants, regroupés au sein de deux collectifs résistent, comme ils peuvent, mais avec détermination. La répression policière est à la hauteur des gains escomptés par le pouvoir. Le 8 septembre, des barricades, des tracteurs, des voitures, et même de bœufs ont fait obstruction à l'entrée des machines infernales. Cinq personnes se sont enterrées pour faire aussi obstruction. Durant la matinée, Royal nous enfume et Valls la désavoue. Résultat à 16 h : ultime provocation et, pour deux heures de déboisement, les gardes mobiles chargent, piétinent et gazent les personnes enterrées au péril de leur vie

Le lendemain, nous occupons le Conseil général 81. La répression policière est proportionnelle à leur surprise : matraquage généralisé, opposant, journaliste, élu opposé au barrage, à chacun sa dose. Un copain craque et donne un coup de boule à un flic en civil qui ne s'était pas identifié, garde à vue et procès le 18 novembre.

Face à leur violence, nous réalisons les limites de notre engagement non violent. A la répression policière vient s'ajouter celle de la justice, dans des procès, véritables parodies de justice. Les condamnations tombent, peines d'emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve durant 5 ans, fortes amendes… Tandis que les membres de la FNSEA qui déversent des tonnes de fumier sur la préfecture du Tarn, tandis que des commandos facho qui agressent les opposants au barrage, demeurent libres, sans aucun problème judiciaire, et même cautionnés, encouragés par l'Etat

Carcenac fait diffuser auprès de la population tarnaise, par la poste et avec notre argent, sa propagande qui n'est qu'un tissu de mensonges.

La lutte continue, elle s'amplifie d'autant qu'il ne s'agit pas d'une simple opposition à un barrage mais de la réappropriation de nos vies.

A Sivens, nous avons besoin de matériel de construction (amener des cabanes en kit), d'alimentation, de vêtements et surtout de votre présence et de votre inventivité.

Les luttes perdues sont celles que l'on n'a pas engagées, donc à bientôt, encore plus nombreux à Sivens.

Pour plus d'informations deux sites : tantquilyauradesbouilles.wordpress.com/ Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet.
_1.- Tous les chiffres cités sont extraits du numéro 246 (juillet 2010) de la revue Agreste Primeur, publiée par le ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche. _2.- voir la page http://www.tarn.fr/fr/pages/Results.aspx?k=OCCITAN). Photo de Tant qu'il y aura des bouilles, la forêt massacrée.

25 octobre 2014
Grand rassemblement sur le site du Testet, prélude à une réoccupation massive pour stopper le chantier

BEZIERS, VILLE TRISTE

Marine Le Pen a posé l'étiquette FN sur la mairie de Béziers. « La présidente du Front national n'a pas hésité à évoquer l'exemple de Béziers pour défendre le bilan des maires de son parti »(d'après Midi-Libre). Et quel bilan ! La liste des arrêtés municipaux est impressionnante et montre le souci du Front National de s'attaquer aux « vrais problèmes », comme ils disent. Le tout dernier est un modèle du genre : il est désormais interdit de cracher par terre. Nous espérons que M. Ménard aura le courage politique d'aller jusqu'au bout de sa pensée et que, la semaine prochaine, il interdira de postillonner.

Les autres mesures sont, si on ose écrire, de la même eau. L'arrêté anti-crachat est symbolique : à Béziers, on vante la pureté. La pureté nationale bien sûr. Une ode au « *on est chez nous* ». Il, ils, elles rejettent tout ce qui n'est pas d'une *« nation »*, *« propre »*, *« bleu-blanc-rouge »* (quoique la couleur rouge…). Tous les comportements qui ne sont pas les leurs sont des *« comportements déviants »* et ils sont rejetés. La ville sera rigide dans sa vie de tous les jours, mais les fêtes régionales (Féria, Caritats, …) seront sponsorisées et même sacralisées : M. Ménard nous a gratifiés d'une messe à l'ouverture de la Féria, d'une autre à sa fermeture. C'est curieux, cet attrait pour les messes de gens qui vous jettent la laïcité à la figure dès qu'il s'agit d'autres religions. Pourtant, la laïcité, c'est d'affirmer que les religions n'ont rien à faire dans la gestion d'une commune. Aucune religion. Messes, alcool, taureaux, plaisanteries bien grasses, éventuellement relations sexuelles un peu forcées… rien à redire, tout ça c'est *« la fête »* bien *« de chez nous »* et ça colle si bien avec l'idéal *« Famille, travail, patrie »*.

Puisqu'on parle de famille : les parents sont les seuls responsables ! Pas d'enfants dehors, en dehors d'une famille consacrée. Une blouse pour tous (les écoliers ?) aux *« armes »* de la ville, et, hop, la lutte contre les inégalités, c'est fait. Comme si les inégalités se détruisaient par le port d'un cache misère. Une blouse, ce n'est qu'un artifice pour ceux qui justement ne veulent pas la voir, cette misère.

D'autres qui cachent bien leur misère intellectuelle, c'est les *« intellectuels »* et *« associatifs »* attitrés. Ils répètent sur tous les tons, la même antienne : il faut sauver Béziers et pour cela il faut accepter de s'acoquiner avec l'extrême droite. Curieux sauvetage ! Encore une fois le pouvoir, est « sauvé » par ses anciens détracteurs ! D'après eux, il faut que les habitants de Béziers acceptent les pires expressions du capitalisme, qu'ils acceptent la misère, l'exploitation éhontée dans les métiers de la restauration, dans les vignes, qu'ils acceptent de vivre dans des logements vétustes, et ce dans une course vers une ville de commerce touristique, propre, surtout très propre… même si on n'a plus le droit d'étendre son linge propre (celui qu'on vient de laver) aux fenêtres.

Ainsi, de nombreuses *« z'associations »* on répondu à l'appel de la municipalité pour l'organisation de la journée des associations sur les allées Paul Riquet. Ce faisant, elles assoient la réputation de cette mairie FN qui *« mon dieu ne serait pas plus mal qu'une autre »*. Des commerçants réputés de gauche acceptent l'aide de cette municipalité pour sauver leur commerce (comme quoi, les sauvetages, ça peut être réciproque) ; ce faisant, ils ouvrent leur porte à M Ménard qui conforte sa notoriété dans la ville. D'autres acceptent de passer une publicité pour leurs manifestations *« culturelles »* dans les médias municipaux…

Nous ne sommes pas plus étonnés que ça, tant nous savons que tout un petit monde associatif, culturel et soi-disant militant qui nous fait la leçon est soumis au pouvoir (quel qu'il soit) et à l'argent. (d'où qu'il vienne). Nous constatons que, plutôt que de lutter contre l'extrême droite, tout ce petit monde vient manger dans la main du FN, sous prétexte que vivant dans cette ville, il faut sauver son art, sa culture, son tourisme. Quant aux écoliers biterrois pauvres, eux, ils risquent fort de ne plus pouvoir manger à la cantine !

Nous, refusons toute collaboration avec une mairie d'extrême droite. Nous affirmons qu'en participant à ses activités, on la reconnaît, on l'accepte et on la fait accepter. Nous appelons à s'organiser pour créer à Béziers et ailleurs des luttes sociales, des expressions d'arts, de lutte, de vie sans une collaboration quelconque avec le FN et les partis-partenaires sociaux propagateurs de consensus avec ce dernier.

cnt-ait34@outlook.fr

CONCERT DE RESISTANCE

Ce 20 septembre a eu lieu un concert de rap contre la répression à Béziers.

C'est le deuxième concert de ce genre dans la ville depuis l'élection de Robert Ménard qui, à peine élu à annoncé qu'il interdirait les concerts de rap dans sa ville, en accord avec le programme de son parti, le Front National.

Ce concert a donc été un acte de résistance dans une ville ou peu à peu les rapports entre la mairie et les différents partis et courants de gauche se « normalisent ». (Voir ci-dessus).

Pour ce qui est du concert, ce fut une réussite, même s'il y a eu un peu moins de monde qu'au précédent. On a vu des groupes de Toulouse ainsi que de Barcelone avec une très bonne qualité artistique et une ambiance conviviale propice à l'échange d'idées et au débat, facilité par des tables de presse (dont celle de la CNT-AIT) ainsi qu'un stand pour le soutien aux prisonniers politiques anarchistes.

Les organisateurs ont plein de projets en tête et un troisième concert devrait avoir lieu prochainement. Nous vous tiendrons au courant.



NON A TOUTES LES FRONTIERES

On l'appelait « le mur de la honte ». Il coupait Berlin en deux, avec des miradors, des barbelés, des chiens-policiers et des humains-policiers. Quand il est tombé, nous avons été nombreux à applaudir des deux mains. A juste titre. Ça faisait toujours une frontière de moins.

Un quart de siècle après, des murs, des frontières, il y a des gens qui trouvent qu'il n'y en a pas assez. Un autre mur est même en construction…

Ici et là, dans toute la vieille Europe, certains verraient bien leur minuscule région devenir un Etat. C'est à croire que les vocations de douanier n'ont jamais été aussi nombreuses !

D'autres personnes qui se contentent (provisoirement au moins) des frontières existantes, trouvent qu'elles sont trop perméables. Celles d'ici, di-sent qu'elles laissent passer des gens *« pas comme nous »* ; les mêmes de là-bas se plaignent qu'elles laissent passer des idées, des mœurs qui ne sont pas de *« notre tradition »*. Ici, on expulse le sans papier qui avait réussi à passer entre les mailles du filet, là-bas on fouette, on torture la jeune femme qui a osé sortir sans voile ou celui qui a fait deux pas de danse dans la rue.

Pour illustrer la situation, nous avons réuni trois textes concernant des zones géographiques éloignées mais finalement si proches. Tout d'abord,



une situation qui constitue le stade ultime des nationalismes, de la cruauté étatico-religieuse : Gaza. Nous reproduisons un message de jeunes de Gaza, martyrisés entre le marteau et l'enclume, prisonniers physiquement, intellectuellement, moralement… et qui pourtant, parlent sans haine et refusent de prendre partie pour l'un ou l'autre de leurs bourreaux. Une page est ensuite consacrée à ce qui a fait la « Une » des médias ces jours derniers, l'Ecosse, une page juste pour montrer que les libertaires de cette région du globe sont restés lucides face au mirage nationaliste (ce qui n'est pas le cas partout et notamment en Bretagne, Pays Basque, Catalogne…). Enfin, puisque le processus est loin d'être nouveau en Europe, il nous a paru important de dresser un bilan. L'ex Yougoslavie, dont les régions sont devenues autant d'Etats nous en fourni un bon exemple. Le recul est assez important pour qu'on puisse se faire une idée.

Un quatrième texte aurait été utile pour montrer comment on passe insidieusement des revendications dites culturelles d'abord un peu folkloriques ((langues, musique, danses,…), que l'on rend progressivement « obligatoires » et qui débouchent sur l'affirmation nationaliste et la revendication de nouvelles frontières. Mais ce sont des sujets sur lesquels nous reviendrons.

Manifeste : Libérez la jeunesse de Gaza

En décembre 2010, de jeunes femmes et hommes gazaouis rejetant toute haine, aspirant à une vie normale, à la liberté et à la paix publiaient courageusement un manifeste qui témoignait de leur double persécution entre le marteau des bombardements de l'armée israélienne et l'enclume djihadiste du Hamas. Moins de 4 ans plus tard les coups n'en finissent pas de fracasser les gazaouis de toutes parts. Après l'opération « Plomb fondu » voici « Bordure protectrice » de Tsahal qui non seulement bombarde mais surveille, harcèle et élimine les gazaouis, comme viennent de le révéler 43 officiers et soldats d'une unité d'élite israélienne. Ces « traîtres »-là seront certainement condamnés puisqu'ils ont dit publiquement une vérité. Ils auront cependant plus de « chance » que les dizaines de gazaouis, qualifiés de « traîtres » par le Hamas – certains pour avoir seulement dit leur vérité- qui ont été condamnés à mort dans le secret le plus absolu et exécutés sur la place publique. Nous reproduisons ici le Manifeste de ces jeunes, ce cri de révolte en soulignant que, malgré une répression sauvage, ces militants réussissent à maintenir leur page facebook active.

Allasoultawiya

Fuck le Hamas. Fuck Israel. Fuck le Fatah. Fuck l'Onu. Fuck l'Unrwa. Fuck les USA ! Nous, la jeunesse de Gaza, en avons jusque-là d'Israël, du Hamas, de l'occupation, des violations des droits de l'homme et de l'indifférence de la communauté internationale !

Nous voulons hurler et briser ce mur de silence, d'injustice et d'indifférence, de même que les F16 israéliens brisent le mur du son ; hurler de toute la force de nos âmes afin de libérer l'immense frustration qui nous consume du fait de la putain de situation que nous vivons ; nous sommes comme le pou qu'on écrase entre deux ongles, vivant un cauchemar dans un autre cauchemar, aucune place pour l'espoir, aucun espace de liberté.

Nous en avons assez d'être pris dans cette lutte politique ; assez des nuits d'un noir de charbon avec des avions dessinant des cercles au-dessus de nos maisons ; assez des tirs qui touchent d'innocents fermiers dans la zone-tampon du fait qu'ils cultivent leurs terres ; assez des barbus qui se promènent avec leurs fusils et abusent de leur pouvoir, tabassant ou incarcérant des jeunes

gens qui manifestent pour ce en quoi ils croient ; assez du mur de la honte qui nous coupe du reste de notre pays et nous tient prisonniers d'un bout de terre de la taille d'un timbre-poste ; assez d'être décrits comme des terroristes, des fanatiques maison aux poches garnies d'explosifs et au regard démoniaque ; assez de l'indifférence à laquelle nous nous heurtons de la part de la communauté internationale, des soi-disant experts exprimant leur compassion et préparant des résolutions, mais lâches dès qu'il s'agit de faire appliquer la moindre chose sur laquelle ils se sont mis d'accord ; assez, marre de vivre une vie de merde, maintenus en prison par Israël, tabassés par le Hamas et totalement ignorés du reste du monde.

Une révolution grandit en notre sein, un mécontentement et une impatience énormes qui vont nous détruire si nous ne trouvons pas une façon de canaliser cette énergie en quelque chose qui puisse mettre le statu quo en question et nous donner quel-que espoir. La dernière goutte qui fit déborder nos cœurs de frustration et de désespoir se produisit le 30 novembre 2010, quand des officiers du Hamas débarquèrent au forum des Jeunes du Sharek, un mouvement de jeunesse de premier plan, avec leurs armes, leurs mensonges et leur agressivité, jetant tout le monde dehors, en arrêtant certains et interdisant à l'organisation de fonctionner. Quelques jours plus tard, des manifestants devant le siège du Sharek furent passés à tabac et pour certains emprisonnés. Nous vivons réellement un cauchemar à l'intérieur d'un cauchemar. Difficile de trouver les mots pour dépeindre la pression à laquelle nous sommes soumis.

C'est tout juste si nous avons survécu à l'opération Plomb Fondu, pendant laquelle Israël nous a très efficacement cassé la gueule à coups de bombes, détruisant des milliers de maisons et plus encore de vies et de rêves. Ils ne se sont pas débarrassés du Hamas, comme ils en avaient l'intention, mais ils nous ont sûrement terrifiés à jamais, laissant à chacun un syndrome post traumatique du fait qu'il n'y avait nulle part où fuir.

Nous sommes des jeunes au cœur lourd. Nous portons en nous un tel poids qu'il nous rend impossible de jouir du lever de soleil. Comment en jouir quand de noirs nuages couvrent l'horizon et que de sinistres souvenirs défilent devant nos yeux chaque fois que nous les fermons ? Nous sourions pour cacher notre douleur. Nous rions pour oublier la guerre. Nous gardons espoir pour ne pas nous suicider sur place. Pendant la guerre, nous avions le sentiment manifeste qu'Israël voulait nous effacer de la face de la terre. Ces dernières années, le Hamas a fait tout ce qu'il pouvait pour contrôler nos pensées, notre conduite et nos aspirations. Nous sommes une génération de jeunes habitués à faire face aux missiles, porteurs de ce qui semble l'impossible mission de vivre une vie normale et saine, et à peine tolérés par une organisation massive qui s'est répandue dans notre société comme une tumeur maligne, semant le chaos et éradiquant toutes les cellules vivantes, la pensée et les rêves sur son chemin, paralysant le peuple sous un régime de terreur. Sans parler de la prison où nous vivons, une prison entretenue par un pays soi-disant démocratique.



L'histoire se répète de la plus cruelle des façons et nul ne paraît s'en soucier. Nous avons peur. Ici à Gaza nous avons peur d'être arrêtés, interrogés, frappés, torturés, bombardés, tués. Nous avons peur de vivre, parce que chacun de nos pas doit être pesé et mûrement réfléchi, les barrières sont partout, nous ne pouvons bouger comme nous voulons, dire ce que nous voulons, faire ce que nous voulons, quelquefois nous ne pouvons même pas penser ce que nous voulons – car l'occupation a pris possession de nos cerveaux et nos cœurs d'une façon si épouvantable que cela fait mal et nous donne envie de verser sans fin des larmes de frustration et de rage !

Nous ne voulons pas haïr, nous ne voulons pas éprouver tous ces sentiments, nous ne voulons plus être des victimes. ASSEZ ! Assez de douleur, assez de larmes, assez de souffrances, assez de contrôle, de limitations, de justifications injustes, de terreur, de tortures, de prétextes, de bombardements, de nuits sans sommeil, de morts civils, de sombres souvenirs, d'un avenir sinistre, d'un présent à crever le cœur, de politiques troubles, de politiciens fanatiques, de foutaises religieuses, assez d'incarcérations ! NOUS DISONS STOP ! Cet avenir n'est pas celui dont nous voulons !

Nous voulons trois choses. Nous voulons être libres. Nous voulons pouvoir vivre une vie normale. Nous voulons la paix. Est-ce trop demander ? Nous sommes un mouvement pacifiste fait de jeunes gens à Gaza, et ailleurs de soutiens, qui n'auront de cesse que l'entière vérité sur Gaza soit connue de tous, dans le monde entier, à tel point qu'aucun consentement muet ni aucune chape d'indifférence ne soient plus acceptés.

Tel est le manifeste de la jeunesse de Gaza pour le changement.

Nous commencerons par détruire l'occupation qui nous encercle, nous surgirons libres de cette prison mentale et regagnerons notre dignité et le respect de nous-mêmes. Nous irons tête haute même si l'on nous résiste. Nous œuvrerons jour et nuit pour changer la misérable situation dans laquelle nous vivons. Nous bâtirons des rêves là où nous nous heurtons à des murs. Nous espérons seulement que vous – oui, vous qui lisez cette déclaration maintenant ! – saurez nous apporter votre soutien. Nous voulons être libres, nous voulons vivre, nous voulons la paix.

Gaza Youth Breaks Out [GYBO]

(Traduction « La Paix Maintenant »)

https://www.facebook.com/GazaYBO/info



ANARCHOSYNDICALISME ET INDEPENDANCE ECOSSAISE

Je ne suis pas spécialiste de ce sujet, néanmoins, ayant vécu quelques temps en région anglaise, et milité avec des compagnes-ons là-bas, j'ai pu faire un tour de la question. La question, c'est celle de l'indépendance de l'Écosse. Quand cet article paraîtra, un référendum aura eu lieu (le 18 septembre), demandé à l'origine par le Premier ministre écossais, pour savoir si l'Écosse ne dépendrait plus du Royaume-Uni (qui se compose de l'Angleterre, de l'Ecosse, de l'Irlande du Nord et du Pays de Galles — à ne pas confondre avec la Grande-Bretagne, qui n'inclut pas l'Irlande du Nord).

Je tiens tout d'abord à démystifier : un référendum ; ce n'est pas la *« démocratie directe »*, comme on l'entend dire parfois, y compris dans les milieux d'extrême droite. C'est l'État qui pose une question aux gens, avec comme réponse *« oui »* ou *« non »*. La démocratie directe, pour nous anarchosyndicalistes, c'est la prise de décision collective et autonome, donc… sans État. D'ailleurs on ne voit pas bien la différence avec les élections, où là aussi on nous propose des chefs. Passons.

Depuis des siècles, *« l'État anglais »*, c'est un peu (voire beaucoup) le colon du prolétariat écossais, irlandais, gallois. Par exemple, les lois sont souvent d'abord *« testées »* en Écosse, pour voir si elles passent bien (les écossais-es ont une réputation de *« rouges »*), ce qui ne fut pas le cas de la Poll Tax en 1988*[1].

Pour moi, cette idée d'indépendance de l'Écosse rejoint toutes les autres (basques, kanakes, etc. ou encore occitane pour les délires plus récents). Mais plutôt que de me lancer dans une longue diatribe, et refusant de représenter qui que ce soit (y compris syndicalement…) je vais laisser la parole aux compagnes-ons britanniques. Avant, je précise qu'à la CNT-AIT nous sommes pour abolir les États et les frontières, pas pour en rajouter…

La section de l'AIT en Grande-Bretagne se dénomme Solidarity Federation (SolFed) ; voici ce qu'elle dit dans son texte de présentation :

« Le capitalisme est international, nous avons donc besoin d'être organisé-es à travers le monde pour nous y opposer et construire une alternative viable. Le nationalisme et le patriotisme mènent à des divisions fausses et sans intérêt, et sont utilisés comme carburant pour des guerres économiques et sanglantes. Solidarity Federation s'oppose à tout cela, à la faveur d'un mouvement bâti sur la solidarité mondiale. »

L'Anarchist Federation, a elle aussi une position très claire à ce sujet, extraite également de son texte de présentation : *« Nous rejetons les tentatives de réformer le capitalisme, telles que le travail parlementaire et les mouvements de libération nationale (comme l'IRA*[2]), puisqu'ils échouent à remettre en cause le capitalisme. »*

Plus globalement, je pose la question. Voulons-nous un État écossais, basque, kanak etc. ? Voulons-nous une police, des prisons, une justice purement écossaises ? Sera-t-elle plus clémente que la justice anglaise ? Pensons-nous qu'une identité nationale puisse être réelle et émancipatrice ? Que toutes et toutes les personnes nées sur un même territoire aient les mêmes modes de vies (et intérêts.....) ?

Il faut rejeter le concept de citoyenneté : dans la lutte pour l'indépendance, se retrouvent des éléments de la classe ouvrière, mais aussi ses exploiteurs-trices, les flics, etc. On n'obtient pas une libre existence en voulant construire un État, des frontières (donc des barrières) *« entre nous »*. Si nous sommes des travailleurs-euses écossais (salarié-es ou non), notre ennemi n'est pas l'État anglais, mais l'État en soi, et notre allié n'est pas un-e patron-ne écossais-e, mais notre classe. Et puis, je n'ai jamais vu une *« lutte de libération nationale »* déboucher sur une *« libération sociale »*. On libère peut-être *« la nation »*, pas les exploité-es !

Je vais citer un anarchiste de Glasgow pour éclairer cela ; voici ce qu'il écrit dans un article intitulé *« Independant and free ? A Glasgow's anarchist's take on Scottish Independence »**[3] : *« Simplement, il n'y a aucune raison de croire que dans une Écosse indépendante, la réalité militante des libertaires serait plus facile, ou que par son existence nous verrions une remontée de la lutte des classes. Avoir la classe politique à domicile ne signifie pas forcément que cette lutte est plus facile. Au minimum, l'intensification du projet nationaliste soutenu par toutes les opinions apparemment progressistes pourrait renforcer la mystification du pouvoir, affaiblir les relations de classe et saper l'auto-organisation de la classe ouvrière en la conduisant à la passivité et au soutien à de nouvelles formes d'idées perdues d'avances. (…) Les actions de solidarité ouvrière en Écosse seraient calomniées par les nationalistes de tous les Etats mais soutenues par les travailleurs-euses militant-es en Angleterre et dans le reste du monde »*. Ce compagnon conclut en faisant la différence entre « *auto-détermination* » et *« démocratie directe »*, deux concepts qui n'ont rien à voir en effet.

Cet article se veut une introduction, puisque c'est d'actualité (d'ailleurs est-ce un hasard si la volonté *« d'émancipation nationale »* — tiens, ces deux termes accolés ça fait vomir — retrouve du succès ?) Non, pour le pouvoir, il vaut mieux ça que l'émancipation sociale...). Pendant qu'on parle de cette indépendance, on ne parle pas de la lutte de classe, de la destruction méthodique de nos existences que l'État (écossais ou autre) continuera de mener. En tant qu'anarchosyndicaliste, je ne peux lutter pour une frontière, un État et ce que cela engendre. Par contre je suis aux côtés, dans l'AIT notamment, des compagnes-ons d'Angleterre, d'Écosse et de partout, en lutte pour une libre existence.

A ceux qui veulent continuer la réflexion, je conseille deux très bons textes, disponibles sur le site de Non Fides : *« Lettre ouverte aux manifestants pro-palestiniens »* et *« Ni catalanistes ni espagnolistes »*.

Emiliano adhérent CNT-AIT 63, pour l'abolition des nations et des frontières.

18/09/2014

1.- Voir la brochure du Direct Action Movement, ancêtre de la Solidarity Federation, *« No Poll Tax Here »* https://libcom.org/library/no-poll-tax-here-dam-pamphlet-against-poll-tax _2.- Il serait intéressant de démystifier l'IRA et son histoire. voir la brochure « *IRA fasciste contre Etat flic* ». IRA, anti-working class bastards ! _3.- http://libcom.org/library/independent-free-glasgow-anarchists-take-scottish-independence

EX-YOUGOSLAVIE, RETOUR D'EXPERIENCE

Tu as bien connu la Yougoslavie, c'était un Etat composé de populations qui ont eu depuis des revendications nationalistes fortes, aboutissant à la disparition de l'Etat central et à la création d'une kyrielle de nouveaux Etats. Comment se passait la cohabitation sous Tito ?

_ Plutôt bien. Par exemple, c'était un pays où les religions cohabitaient paisiblement. Ainsi en Bosnie, les mosquées côtoyaient les églises, orthodoxes ou chrétiennes (c'est toujours le cas, même si le mélange est moins flagrant qu'avant). L'islam, hérité des turcs, était loin d'être radical. Il faut savoir que la cohabitation religieuse existait depuis six siècles. Pendant l'occupation ottomane, les gens dépendaient d'administrations différentes selon leur religion, quand bien même ils habitaient au même endroit. Dans certaines familles, on envoyait un fils faire des études à Peć (Kosovo – administration orthodoxe) et l'autre à Istambul, afin de pouvoir profiter des avantages de l'une et de l'autre administration.

Y avait-il à cette époque des revendications sécessionnistes, comment étaient-elles traitées ?

_ À l'époque de Tito, la revendication sécessionniste la plus forte était celle des Albanais du Kosovo. Son autonomie aurait été donnée pour calmer ces revendications, en permettant notamment d'avoir des écoles, des universités et des médias en langue albanaise. Cela n'a pas apaisé les tensions et la situation de la région n'est pas encore apaisée aujourd'hui.

Les autres régions ne connaissaient pas de mouvement séparatiste significatif à l'époque de Tito. On pourrait se demander si c'est parce que ces mouvements étaient *« tués dans l'œuf »*, mais on observera que les prisonniers politiques du régime (peuplant notamment l'île de Goli Otok), de moins en moins nombreux au fil des décennies, étaient avant tout des communistes trop proches de Moscou, et non pas des séparatistes.

Cependant, en 1971, un soulèvement croate a eu lieu, sévèrement réprimé. Ce mouvement ne réclamait pas directement une autonomie, mais plutôt une redistribution plus favorable des revenus du tourisme (principalement perçus en Croatie).

Peux-tu nous rappeler comment ça s'est passé à la mort de Tito ?

_ Dans les années 70, la Yougoslavie avait d'importantes rentrées de devises, d'une part par les recettes du tourisme, d'autre part par les revenus des émigrants allant, pour quelques temps, faire fortune en Europe occidentale (principalement en Allemagne et en France), et envoyant de l'argent à leurs familles. Cela provoquait une dévaluation constante de la monnaie yougoslave (le Dinar).

À sa mort, Tito a laissé le pays avec une dette extérieure très importante, suffisamment pour que le FMI y dicte une politique *« de sauvetage »* à sa manière au milieu des années 80. L'*« assainissement économique »* imposé par le FMI, s'appuyait sur des fusions des grandes usines du pays, leur gestion par des banques centrales et une forte pression sur les salariés, sommés de s'adapter aux *« réalités économiques »*. De nombreuses usines jugées non-rentables ont été fermées. La hausse du chômage et la baisse du niveau de vie des travailleurs se sont heurtées rapidement à une contre-offensive ouvrière et à de nombreuses luttes sociales, cela dans un contexte de dévaluation exponentielle. À la fin des années 80, les prix changeaient deux fois par jour. En 1987, une feuille de papier toilette valait plus que le billet de 10 dinars !



MANIFESTATION DE NOS COMPAGNONS DE SERBIE SUR LE THÈME : L'ACTION DIRECTE CONTRE LES PATRONS ET LES ETATS

©GFDL - INICIJATIVA.ORG

Comment sont apparus et se sont développés les courants indépendantistes. De quels soutiens extérieurs éventuels ont-ils bénéficié ?

_ C'est à ce moment que les revendications nationalistes ont émergé.

Les Slovènes ont rapidement oublié la langue officielle (ils apprenaient les deux langues à l'école, le slovène et le serbo-croate) ce qui a poussé de nombreux yougoslaves non-slovènes à devoir quitter la région au point d'y créer une pénurie de main d'œuvre, alors qu'ailleurs le chômage était en forte hausse.

La Serbie, si elle faisait partie des régions riches, défendait encore l'unité Yougoslave à la fin des années 80. Toutefois, le nationaliste Slobodan Milošević a utilisé le contexte du Kosovo pour accéder aux commandes de la Serbie — arguant que si l'autonomie de la région n'avait pas apaisé les revendications sécessionnistes des Albanais, alors il fallait remettre en question cette autonomie. A ce moment, ses positions libérales (sur le plan économique) lui ont assuré le soutien des occidentaux.

En Croatie, les mouvements séparatistes ont pris rapidement de l'ampleur, soutenus notamment par les anciens Oustachis (pro-nazis exilés par la filière vaticane en Amérique latine, en Amérique du nord et en Espagne après la seconde guerre mondiale). C'est avec eux que Tudjman, ancien du parti communiste s'est allié pour fonder le HDZ en 1989, parti qui sera élu à la tête de la Croatie en 1990 et qui mènera le processus d'indépendance. Ce parti a reçu l'aide des services secrets allemands et autrichiens. A noter que Jean-Paul II a encouragé et rapidement reconnu l'indépendance de la Croatie.

Le HDZ portait notamment les objectifs des anciens oustachis de rétablir les frontières l'État indépendant de Croatie (1941-1945) qui comprenaient entre autres la Bosnie-Herzégovine. De

plus, la Bosnie-Herzégovine est un passage quasi obligé pour desservir le sud de la côte Adriatique.

À la proclamation de l'indépendance de la Croatie, la Bosnie-Herzegovine devenait donc un enjeu majeur pour les Croates. L'armée fédérale de ce qui restait de la Yougoslavie avait été massée le long de cette frontière. Des mobilisations massives avaient eu lieu pour maintenir cette présence, ce qui avait donné lieu à de nombreuses désertions (et donc un exode vers l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada notamment).

L'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, soutenue par une partie de l'Union Européenne (notamment l'Allemagne et l'Italie), par l'Iran et par la Croatie, a été soumise à un référendum, boycotté par les opposants (principalement les Serbes, qui constituent un tiers de la population). Le refus de la reconnaissance de cette indépendance par les Serbes mettra le feu aux poudres, au sens propre du terme.

✎ Quel a été le rôle des questions « linguistiques » et « culturelles » dans ce développement ?

_ Le serbo-croate était la langue de la Yougoslavie de Tito. Elle était parlée dans la majeure partie du pays, où elle était enseignée conjointement aux langues des républiques de la fédération (Macédonien, Slovène, …). Cet enseignement n'était toutefois pas obligatoire (au Kosovo notamment, de nombreux Albanais ne parlaient pas le serbo-croate). Le serbo-croate peut s'écrire aussi bien à l'aide de l'alphabet cyrillique (utilisé dans le sud du pays, de la Bosnie à la Macédoine en passant par la Serbie) qu'avec l'alphabet latin (Croatie et Slovénie, mais aussi en Bosnie, Serbie et Monténégro qui utilisent indifférement l'un et l'autre).

En Slovénie, on a vu que l'« oubli » rapide du serbo-croate par la population a créé un climat difficile pour les non-slovènes.

En Croatie et en Serbie, chacun a cultivé ses particularités, notamment en termes de vocabulaire. Les Serbes, et avant tout ceux de Bosnie, ont favorisé l'usage du cyrillique. Mais les deux langues sont tellement proches qu'il n'a pas été réellement possible de les différencier. Il est ridicule de lire, côte à côte, sur les modes d'emploi un texte en croate et un en serbe, tous deux parfaitement compréhensibles par les uns et les autres, mais rédigés l'un à la forme passive et l'autre à la forme active pour faire croire que les deux langues sont différentes !

Au niveau culturel, les animosités avec les musulmans de Bosnie et les Albanais du Kosovo ont beaucoup appauvri la Serbie de l'héritage oriental ottoman. Toutefois, et notamment pour des raisons touristiques, cet héritage (culinaire, mais aussi artisanal – travail du cuivre, tapis, …) réapparait timidement.

En revanche, les religions sont beaucoup plus présentes. Marquant les différences (catholique pour les croates et les slovènes, musulmane pour les bosniaques et les albanais, orthodoxe pour les serbes et macédoniens), chacun a affirmé son identité en se réfugiant derrière sa religion. En Bosnie-Herzegovine et au Kosovo les religions ont permis de tracer des frontières entre des populations là où il n'était pas possible de tracer des limites géographiques.

✎ A-t-il existé des courants anti-indépendantistes ? Que sont-ils devenus

_ Les courants indépendantistes ont bénéficié de soutiens extérieurs, ce qui les a rendus puissants lorsque l'opposition au régime communiste a émergé. De fait, ils ont aussi été vus comme une alternative qui avait des chances de s'opposer au communisme à une époque ou le tournant libéral était quasi-mondial. Cela n'a pas laissé la place à des courants anti-indépendantistes. En Serbie, une grande partie de la population a longtemps espéré maintenir l'unité yougoslave, volonté reprise par les politiques (et même par le nationaliste Milošević) affichant que ce sont les « autres nationalistes » qui ont voulu l'éclatement du pays, pas les Serbes.

Ailleurs, l'idée d'indépendance ne s'est pas imposée massivement avant la fin des années 80.

✎ D'après toi, qu'attendaient réellement de l'indépendance les populations - avec tout ce que ce terme a d'imprécis - qui l'ont demandée ?

_ Difficile en effet de connaître les motivations de chacun. Il n'est pas anodin de constater que les premières régions à avoir accédé à l'indépendance sont celles, situées aux portes de l'Europe occidentale, qui possédaient une industrie forte ainsi que la plus grande partie des revenus du tourisme. Ces régions entendaient sortir de la crise en conservant pour elles l'intégralité de ces sources de revenus, auparavant redistribuées sur l'ensemble du pays.

Ensuite, l'idée d'indépendance était associée à celle d'une « réappropriation régionale » des moyens de production et des richesses. Une prise du contrôle, par une administration « régionale », plus proche de la population permettait de croire qu'il serait mis fin à la très dure pression sur les conditions de vie de l'ensemble de la population. Bien entendu, cela n'a été qu'une tragique illusion ! Les motivations en Bosnie-Herzegovine ont été assez différentes. Les Croates de Bosnie ont certainement espéré en intégrer une partie dans la Croatie. Les Serbes se sont opposés à l'indépendance. Quant aux musulmans, il y a certainement un mélange entre une volonté de rester neutre vis-à-vis des Serbes et des Croates, un sentiment d'avoir toujours été déconsidérés au sein de la fédération Yougoslave (à titre d'exemple, nos *« histoires belges »* étaient des *« histoires de Bosniaques »*), et l'éventualité de tirer leur épingle du jeu dans la débandade que connaissait le pays.

Il ne faut pas non plus négliger les cicatrices accumulées par tous ces peuples tout au long de l'histoire, et les vieilles rancœurs ont ré-émergé avec les nationalismes.

✎ Tout cela s'est passé il y a une trentaine d'années. Les aspirations des populations ont-elles été réalisées ? Quel tableau peux-tu brosser, Etat par Etat, des « résultats » ?

_ La Slovénie, rapidement intégrée à l'UE, a tout d'abord été un bassin de production à bas salaires proche des pays de l'ouest. Toutefois, le déficit de main-d'œuvre que connaissait déjà le pays avant son indépendance a permis de remonter le niveau de vie de ses habitants, mais les productions à bas coût sont en train de se déplacer, vers la Roumanie notamment, et la situation est donc évolutive.

La Croatie a connu une modernisation très rapide au prix d'une dette extérieure plutôt élevée, mais profite d'importants revenus du tourisme. Le niveau de vie de ses habitants se situe dans la moyenne des pays de l'UE.

La Bosnie-Herzegovine en revanche, peine à se relever de la guerre qu'elle a connue. Sa partie Croate semble avoir été rénovée, mais les voies de communication n'ont pas connu l'essor qu'on pouvait attendre. En revanche de très nombreuses églises catholiques y ont été érigées. Aux *« frontières ethniques »* la tension est encore palpable. Il suffit de traverser le pont de Mostar pour s'en rendre compte. Dans le reste du pays, les traces d'une guerre qui a plus de vingt ans n'ont pas disparu. Le temps semble s'être arrêté. Le chômage y est très élevé.

C'est le cas aussi en Macédoine, devenu le pays le plus pauvre d'Europe. Le passage de la frontière de la Serbie à la Macédoine est frappant. D'un pays où l'activité est présente, où les terres sont cultivées, d'un coup on entre dans un pays où les terres semblent désertées. Le guichetier de l'autoroute suggère de laisser les quelques denars*1 de monnaie rendus sur 1 € aux mendiants qui tendent la main derrière la barrière. Ce pays a la réputation d'être le centre de nombreux trafics.

Les trafics (cigarettes, contrefaçon, voitures, ...), ajoutés aux revenus du tourisme ont évité l'effondrement économique du Monténégro. Le tourisme s'adresse particulièrement aux ressortissants des pays de l'ex-Union Soviétique. De nombreux panneaux publicitaires écrits en russe vantent les vols directs ou l'achat d'appartements en bord de mer dans des résidences en construction. En s'éloignant du grouillement de la côte, le reste du pays semble maintenir une activité, à un rythme moins soutenu qu'en Serbie. Toutefois, le chômage y est moins important.

La Serbie a dû se relever des deux années de blocus, suivies quatre ans plus tard par les bombardements de l'OTAN qui ont touché de nombreux sites industriels. Au début du XXIe siècle, le pays semble avoir pris le train de la mondialisation. Les centres des villes principales ont vu s'installer de nombreuses banques aux enseignes européennes (Bundesbank, Société Générale, Crédit Agricole, …), *« Comme si on avait de l'argent »* disent les Serbes. De nombreux magasins se sont ouverts, parfois avec des enseignes bien connues en France, et des supermarchés apparaissent petit à petit. Sur les marchés, on a du mal à trouver des paysans qui vendent leur propre production comme c'était le cas il y a quelques années, et grâce auxquels le pays a pu se nourrir pendant les années difficiles. Si la plupart des aliments restent produits localement, on en voit apparaître qui viennent de loin. Mais les gens se sont rendu compte de la baisse de qualité des variétés vendues ; cet été j'ai entendu : *« Quand tu nous racontais qu'en France les tomates n'avaient plus de goût on ne te croyait pas. Maintenant, on a les mêmes ».*



©GFDL - INICIJATIVA.ORG

Le niveau de vie des Serbes leur permet de vivre à peu près normalement, mais pas dans l'opulence. Ils se nourrissent, se logent grâce notamment aux immenses maisons qu'ils ont construit à l'époque communiste, et prennent des crédits pour s'équiper. Néanmoins, et de façon particulièrement visible à Belgrade, une classe moyenne supérieure émerge (la classe bobo ?). Sans compter bien sûr les fortunes mafieuses, que l'on retrouve autant en Serbie qu'en Bosnie-Herzegovine, au Montenegro et probablement en Macédoine.

Et plus spécifiquement, quelle est la situation des ouvriers, des salariés, des petits producteurs ? L'indépendance a-t-elle servi à développer leurs luttes, à établir leurs droits ?

_ En Serbie, les usines ont été rachetées par des multinationales occidentales qui en tirent le maximum de profit possible. Les machines sont vétustes et un minimum d'investissements est fait. On fait tourner ces usines à plein régime, sans même prendre le temps nécessaire à l'entretien, et les ouvriers sont sommés de tout faire pour éviter la panne. Lorsqu'elle survient, si l'investissement nécessaire au redémarrage s'avère trop important, il arrive que l'on mette tout simplement la clé sous la porte.

Parallèlement à cette exploitation des infrastructures, la main-d'œuvre est bon marché (salaire : moins de 300 € mensuels) pour un rendement plutôt favorable. Et tout est fait pour la rendre encore plus rentable. La dernière réforme du travail (printemps 2014) va dans ce sens et a été adoptée grâce à la complicité des syndicats qui ont été plutôt bien servis par cette réforme. C'est pour ça que de nombreux mouvements autonomes ont vu le jour, faisant écho aux révoltes dites « de Tuzla » (en Bosnie-Herzegovine), qui ont fait tache d'huile jusqu'à Belgrade (et même jusqu'à Niš). De nombreuses luttes perdurent à travers le pays, au cas par cas selon la situation de telle ou telle usine. Le bulletin anarchosyndicaliste Direktna Akcija (Action Directe), relate chaque mois de telles révoltes, allant parfois jusqu'à des sabotages.

Pour conclure...

Trente ans après le début du processus de création de micro Etats sur la base des régions précédentes, le bilan peut sembler contrasté. Certains pays (si on regarde très globalement) s'en sortent, d'autres ont sombré dans la misère la plus sauvage ou sont aux mains de véritables mafias. Ce qui est sûr, c'est que partout, les usines, les grands moyens de production et de distribution sont passés –passent et passeront pour ceux qui restent encore « locaux »- aux mains de multinationales qui appliquent la même politique que partout ailleurs, d'autant plus facilement que les nouveaux Etats bradent sans vergogne les droits sociaux.

_1.- Depuis 1993, le denar est la monnaie officielle de la Macédoine (en macédonien денар, MKD).

Clermont-Ferrand : un immeuble réquisitionné - lancement de la CAMPAGNE POUR LA LIBÉRATION DES ESPACES

Depuis mai dernier, à Clermont-Ferrand, des militants de la toute récente CLE (Campagne pour la libération des espaces) s'activent pour faire vivre le premier lieu qu'ils ont « libéré » : le Guantanamo*[1].

En mai 2014, alors que la vie militante clermontoise suit sa routine plus ou moins monotone, un évènement sans précédent vient rompre le calme : l'ouverture d'un grand bâtiment situé à Chamalières, affublé par ses premiers habitant-e-s du doux nom de « Guantanamo » et dont la vocation première est l'habitation de personnes sans domicile, qu'elles aient des papiers ou non.



Pour bien comprendre comment une telle initiative a pu voir le jour à Clermont-Ferrand, il faut revenir quelques mois en arrière, en septembre 2013, lorsque le 115 (l'organisme chargé de l'hébergement d'urgence) refusait de continuer à assurer son rôle pour cause de subventions coupées, laissant plus de trois-cent-cinquante personnes à la rue. Les sans-abris avaient brièvement trouvé refuge dans l'église de la place de Jaude, mais celle-ci avait été incendiée le soir même, et c'est ainsi qu'avait débuté l'occupation de la place de Jaude. Pendant près de deux semaines, c'est la solidarité qui a fait vivre le campement et a permis d'installer des douches, d'organiser des cantines, diverses animations et des manifs avec des revendications : des logements et des papiers pour tous ! La seule réponse que les « *autorités (in)compétentes* » ont été capables d'apporter est le démantèlement du camp par la CGT et son expulsion par les CRS, le 14 septembre, agrémentées des violences qui sont toujours de mise dans ces cas-là, ainsi que de l'arrestation d'une militante.

Suite à cela, face à l'incapacité des institutions d'apporter une solution durable, décente, et humaine aux personnes concernées, des militants ont décidé de se réunir pour tenter de trouver des solutions par elles/eux-mêmes… et la réquisition de logements vides leur est rapidement apparue comme une évidence. Parallèlement, certain-e-s d'entre elles/eux ont continué un travail de terrain avec des gens rencontrés lors de l'occupation (aide dans les démarches administratives, récup' de nourriture…).

En mai, l'opportunité d'une première ouverture de bâtiment se présente, et le 22 du même mois se tient l'assemblée générale d'ouverture avec une quarantaine de personnes présentes. Parmi elles se trouvent celles et ceux qui constituent aujourd'hui la CLE (Campagne pour la libération des espaces).

La CLE, c'est un ensemble d'individus qui s'investissent dans le fonctionnement du lieu, qu'ils soient habitants ou non, selon les principes d'entraide et d'auto-organisation. Rapidement, leur implication a permis de mettre en place divers atelier au sein du lieu (français, anglais, jeux de société…), de donner naissance à un jardin, d'organiser des récups et des cantines à prix libre, des projections de films, d'ouvrir un magasin gratuit, une bibliothèque… le tout collectivement et dans un souci de bonne entente avec le voisinage. De plus, il s'y tient aussi une permanence juridique chaque jeudi pour accompagner celles et ceux qui en ont besoin dans leurs démarches administratives.

Si la CLE est une expérience aussi enrichissante pour celles et ceux qui la vivent, c'est également parce que le fonctionnement autogéré les pousse à développer d'autres pratiques du collectif à partir des situations du quotidien, et à se confronter les uns aux autres pour construire ensemble. Aussi, le nom de *Campagne pour la libération des espaces* n'est pas innocent puisque, outre le fait de libérer des espaces inoccupés, ils est aussi question de se réapproprier les autres espaces : les espaces de parole, d'expression, de prise de décision. Pas seulement nos villes mais aussi nos vies.

De telles aspirations ne pouvant naturellement pas être vues d'un très bon œil par les gardiens du pouvoir, la présence des squatters a remis au goût du jour le projet de restructuration du quartier par la mairie de Chamalières, qui a attaqué les habitants en justice, réclamant leur expulsion immédiate ainsi que 2 500 € par habitant. La mairie a par ailleurs très récemment obtenu un permis de démolir le bâtiment. Pour l'instant, le procès a déjà fait l'objet de quatre reports depuis juin, et la prochaine audience doit avoir lieu jeudi 25 septembre à 8h30.

Si les habitants du lieu ainsi que les membres de la CLE ont déjà commencé à faire l'objet de pressions et de répression, ils continuent d'afficher une volonté certaine de persévérer « avec rage et joie ».

En savoir plus : https://cle.squat.net/

_1- La veille de l'ouverture « officielle » soit après 15 jours de ménage non stop, on a demandé en finissant le tract, au copain qui avait ouvert le bâtiment, de lui donner un nom. Ce fut « Guantanamo ». On a dit OK en rigolant, sauf que c'était une blague qu'on a pas vu ! Finalement on s'est dit que c'est aussi parce qu'on veut y vivre toute notre vie...



voirs publics s'obstinent-ils à les poursuivre ? Deux grandes raisons peuvent être avancées.

La première, c'est qu'à Toulouse au moins, pour tout ce qui concerne la vie dans les quartiers, la vision policière a pris le dessus sur toutes les autres. Les pouvoirs publics continuent mollement à subventionner quelques associations pour que le quartier se tienne tranquille, mais sans grande conviction ni innovation. Ce qu'ils privilégient, c'est la possibilité de répondre par une répression massive à toute velléité de révolte. C'est, à l'échelle du quartier, la célèbre politique du baron Haussmann contre les ouvriers parisiens. Avec une pensée aussi rétrograde, les problèmes ne sont pas près d'être réglés. C'est en tout cas sur cette base que se comprennent les démolitions déjà effectuées : les bâtiments qui communiquaient par des coursives et des dalles ont été systématiquement isolés les uns des autres. Ces immeubles peuvent maintenant être facilement encerclés, coupés du reste du monde si besoin. La destruction de l'immeuble Messager s'inscrit dans cette logique policière : tout d'abord, c'est un énorme bâtiment, difficile à encercler et à contrôler. De plus, la police est convaincue qu'étant élevé, il permet de « la voir venir »… ce fut peut-être vrai un temps, mai ce faisant, elle oublie qu'un commissariat a été construit de l'autre côté de Reynerie il y a peu d'années, et que de l'immeuble Messager on ne voit rien venir de ce côté ! Mais, quand ils ont quelque chose dans la tête…

La deuxième c'est justement, comme nous l'écrivons plus haut, que le prix du mètre carré est considérablement plus bas dans la zone Reynerie, Mirail, Bellefontaine, Bagatelle, La Faourette, Lafourguette que dans le centre ville et même dans le reste de la périphérie toulousaine. Au moment où ces quartiers ont été construits (début années 60 pour Bagatelle), ils étaient très excentrés : il y avait alors bien des terrains vagues et même des fermettes dans cette zone ! Aujourd'hui, l'extension de la ville (qui gagne environ 10 000 habitants par an) fait qu'ils sont maintenant considérés comme étant à la limite du centre. Et en plus, ils sont remarquablement bien desservis par le métro (cinq stations pour l'ensemble). De quoi donner des idées à des promoteurs, aux banques et autres requins de l'immobilier, non ?

A BORDEAUX, AVEC 52 830 € ON A UN APPARTEMENT AGRANDI. A TOULOUSE, AVEC 60 000, ON N'A STRICTEMENT PLUS RIEN

Le « Grand Angle », quartier du « Grand Parc », à Bordeaux, à moins d'un kilomètre de la place des Quinconces, c'est un peu comme Messager, en deux fois plus grand (530 appartements répartis sur 2 barres de 225 logements et une de 80), en plus ancien (d'une bonne dizaine d'années), en plus vétuste. Tout comme pour Messager, les barres du Grand Angle sont qualifiées par les études « d'existants jugés a priori sans qualité et perçus négativement ». Et bien, que va-t-il se passer au Grand Angle ? Va-t-il être détruit ? Que nenni ! Tout au contraire : la surface de tous les logements va être augmenté d'environ 20 mètres carrés en les « prolongeant par des jardins d'hiver et des balcons grâce à une charpente métallique extérieure greffée aux façades existantes offrant la possibilité, comme dans une maison, de vivre à l'extérieur tout en étant chez soi. Véritables jardins d'hiver, elles permettent un réglage bioclimatique des températures et font évoluer la performance énergétique globale des bâtiments au-delà de l'objectif BBC rénovation sans aucun ajout de produit isolant sur cette façade-là. Les travaux dureront de 20 à 30 mois. Le choix de l'extension par l'extérieur évite le déménagement des habitants pendant les travaux. ». Coût de cette intelligente rénovation : 28 millions d'euros, soit pas tout à fait 52 830 euros par appartement. Coût de la destruction de l'immeuble Messager : 17 millions d'euros, soit 68 000 euros par appartement. Vous ne croyez pas qu'il serait temps d'arrêter cette folie destructrice ?

Des habitants CNT-AIT des quartiers

Pour en savoir plus : sur les destructions à Toulouse : ouvriersgensdici.free.fr/ , Anarchosyndicalisme ! n°140 : « Grand projet de ville, arme de destruction massive de logements sociaux ». Sur le projet bordelais, voir le site « Aquitanis ».


Immeuble Messager

8 688 HOMMES, FEMMES ET ENFANTS A LA RUE

En 2012 (dernière année connue) 8 688 personnes différentes, ont appelé le « 115 » de Haute-Garonne, parce qu'elles se trouvaient à la rue, essentiellement à Toulouse et dans l'agglomération. Il s'agissait de : 4 079 hommes isolés, 1 044 femmes isolées, 560 personnes en couple sans enfant, 807 familles avec enfant pour un total de 2 974 personnes (ce qui fait, si nos calculs sont bons, 1 360 enfants à la rue) et de 31 personnes dans d'autres « configurations » (selon la terminologie officielle).

A ces 8 688 personnes qui se sont trouvées, au moins momentanément, en situation de SDF il faut ajouter celles qui n'ont pas appelé le 115, quelle qu'en aité été la raison : désespoir, manque de confiance du fait de non-réponses antérieures… ou tout simplement parce qu'elles n'avaient pas de téléphone : les cabines téléphoniques qui permettaient d'appeler gratuitement sont méthodiquement détruites les unes après les autres par les pouvoirs publics et il n'est pas facile d'avoir son portable personnel quand on est sans domicile ni revenu !

Source : Voix du Midi, 7 janv. 2014 d'après le rapport Veille sociale/Volet urgence du SIAO 31 (Service intégré d'accueil et d'orientation), géré par le CCAS (Centre communal d'action sociale) de la Ville de Toulouse.

IMMEUBLE MESSAGER (REYNERIE)°: ILS VEULENT CONTINUER

TOULOUSE : 17 MILLIONS D'EUROS JETES PAR LES FENÊTRES ?

Enfin, par les fenêtres, c'est une façon optimiste de voir les choses, parce que, si ce projet se réalise, des fenêtres, il n'y en aura même plus ! Alors qu'à Toulouse des dizaines de milliers de personnes vivent dans des logements trop petits, indécents, précaires, surpeuplés ou sont carrément à la rue, les pouvoirs publics toulousains s'obstinent dans leur politique de destruction massive de logements sociaux en bon état. Cette fois c'est l'immeuble Messager (une des pièces maitresses du Mirail-Reynerie) qui est visé. Le coût de la destruction est pharaonique : 17 millions d'euros (auxquels s'ajouteront probablement d'énormes « surcoûts », habituels dès qu'il s'agit de travaux publics).

La seule question qui se pose est : n'y aurait-il pas mieux à faire avec cet argent ? La réponse est oui, franchement oui, et nous allons le démontrer.

La triste rengaine des pouvoirs publics, tout le monde la connaît : « Il n'y a plus d'argent dans les caisses ». Manifestement, pour commettre des actions nuisibles, il en reste !

Au moment où les feuilles d'impôts locaux tombent avec de fortes augmentations, au moment où des restrictions frappent les budgets sociaux et les salaires (les contractuels municipaux viennent de perdre leurs primes : 150 euros par mois environ pour des salaires niveau SMIC, d'autres contractuels ne sont pas renouvelés, ce qui fait autant de licenciements déguisés), sortir 17 millions d'euros pour détruire des logements en bon état, c'est franchement scandaleux !

TOUS COMPLICES

Sur ce point, il ne faut pas se laisser embrouiller. Qu'on ne vienne pas nous chanter « C'est pas moi qui paye, c'est l'autre ». En effet, que ce soit le « grand » ou le « petit » Toulouse, la préfecture, une société HLM, une société d'économie mixte, ou le célèbre raton laveur de Jacques Prévert... en fin de compte, c'est toujours d'argent public qu'il s'agit.

Les tours de passe-passe pour faire passer le budget « destruction » d'une entité à l'autre n'ont aucune importance, ils ne sont faits que pour tenter de nous gruger et diluer les responsabilités.

L'IMMEUBLE MESSAGER, C'EST QUOI ?

Avant tout, c'est 250 appartements, souvent de grands appartements permettant à des familles nombreuses de se loger convenablement. Mais c'est loin de n'être que cela : comme toute la cité Reynerie, il a été pensé par l'architecte Candilis (un disciple de Le Corbusier) qui avait conçu un quartier agréable à vivre pour une population de cadres moyens, de techniciens et d'ouvriers, réalisant dans les faits cette fameuse mixité sociale qui fait l'objet de tant d'incantations aujourd'hui. Sur le plan architectural et urbanistique, c'est – pour qui aime ce type d'architecture et de cité – une réussite. D'ailleurs, quand la cité fut achevée, au milieu des années 70, le quartier reçut le « Laurier d'or de l'Environnement » et certains immeubles le « Laurier d'or de l'habitat ».

Les difficultés que traverse le quartier ne sont donc pas essentiellement dues à l'urbanisme mais à la paupérisation croissante qui y règne depuis une vingtaine d'années. De fait, au fil des ans, la population initiale du quartier a migré vers d'autres types d'habitat que lui permettaient ses revenus (villas, pavillons) et a été remplacée par des habitants aux niveaux de ressource beaucoup plus faibles (CDD, précaires, chômeurs…).

Détruire l'immeuble Messager ne résoudra en rien les problèmes de ces derniers. Cela ne fera que les aggraver. En effet, que l'on soit locataire ou propriétaire - souvent, au terme d'une vie de travail, des locataires ont fini par acheter leur appartement aux HLM, pensant y couler leur retraite -, une expulsion se traduira par des augmentations de charge sans augmentation de ressources bien évidemment…

Comme cela s'est passé pour la destruction des immeubles précédents, et compte-tenu du différentiel existant entre les prix dans ce quartier et dans le reste de l'agglomération, les propriétaires d'un appartement se verront offrir un prix d'achat ridicule qui, à la place de ce qu'ils occupent, leur permettra de s'acheter un studio, au mieux un T1 ou … un garage en ville.

Les locataires se verront proposer, comme cela a été également le cas lors des destructions précédentes, des appartements plus petits, aux loyers plus chers, aux charges plus élevées, situés parfois loin de tout transport en commun. Bref, de quoi aggraver les situations et faire basculer dans la misère des personnes âgées, des familles qui jusqu'à maintenant y arrivent tout juste - parfois grâce à la solidarité des voisins, ou au crédit que leur font les commerçants de la dalle, toutes choses qu'ils ne retrouveront pas nécessairement ailleurs.

Très conscients de cela, un groupe d'habitants de Messager tente de résister à la machine à mentir qui s'est mise en place pour légitimer les démolitions. Mais, si ces démolitions sont manifestement nuisibles, pourquoi les pou-


Immeuble Messager